

Cote du document: EB 2017/120/R.2
Point de l'ordre du jour: 3
Date: 14 mars 2017
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

SAFP: formule de calcul et procédures

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Périn Saint-Ange
Vice-Président adjoint
Département gestion des programmes
téléphone: +39 06 5459 2448
courriel: p.saintange@ifad.org

Lisandro Martin
Chef de l'Unité de la programmation
et de l'efficacité opérationnelles
téléphone: +39 06 5459 2388
courriel: lisandro.martin@ifad.org

Maria Soledad Marco
Chargée de la programmation et des ressources
téléphone: +39 06 5459 2654
courriel: m.marco@ifad.org

Transmission des documents:

William Skinner
Chef du Bureau des organes
directeurs
téléphone: +39 06 5459 2974
courriel: gb_office@ifad.org

Conseil d'administration —Cent vingtième session
Rome, 10-11 avril 2017

Pour: Approbation

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
I. Introduction	1
II. Amélioration des variables: version finale	3
A. Évaluation de la performance du secteur rural	4
B. Variable portefeuille à risque	5
III. Élaboration de la formule de calcul	5
IV. Analyse de sensibilité	9
V. Équilibrer les composantes besoins et performance	10
VI. Processus de gestion et gouvernance du SAFP	15
VII. Conclusion	16
VIII. La voie à suivre	17
Annexe I: Variables incluses dans la formule révisée du SAFP	18
Annexe II: Variable portefeuille et décaissements (PAD)	19
Annexe III: La formule révisée du SAFP et les pays présentant des situations de majeure fragilité (MFS)	22
Appendice I: The enhanced Rural Sector Performance Assessment	1
Appendice II: Scenarios: country scores and annual allocations 2016-2018	27

Sigles et acronymes

CSD	Cadre pour la soutenabilité de la dette
ENI	Évaluation au niveau de l'institution
EPIN	Évaluation des politiques et institutions nationales
FVM	Formule du volume modifié
IFI	Institution financière internationale
IVF	Indice de vulnérabilité spécifique au FIDA
LIC	Pays à faible revenu
LMIC	Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure
PAD	Portefeuille et décaissements
PAR	Portefeuille à risque
PSR	Performance du secteur rural
RNB	Revenu national brut
SAFP	Système d'allocation fondé sur la performance
UMIC	Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à prendre note des avancées réalisées par le Groupe de travail sur le Système d'allocation fondé sur la performance et par la direction dans la révision de la formule de calcul du SAFF. Le Conseil d'administration est également invité à donner son aval pour que le Groupe de travail poursuive son examen et sa révision du SAFF, et pour que les conclusions et recommandations finales lui soient présentées pour approbation à sa session de septembre 2017.

SAFF: formule de calcul et procédures

I. Introduction

1. À l'image de toutes les autres grandes institutions financières internationales (IFI), qui ont adopté des formules analogues, à la session du vingt-cinquième anniversaire, tenue en février 2003, le Conseil des gouverneurs du FIDA a approuvé l'adoption d'un Système d'allocation fondé sur la performance (SAFF); l'objectif poursuivi était double: il s'agissait d'accroître l'efficacité de l'utilisation des ressources du FIDA, qui sont limitées, et d'améliorer la transparence et la prévisibilité des flux de ressources à venir¹.
2. Le SAFF a permis au FIDA d'allouer chaque année aux programmes de pays des ressources sous forme de prêts et de dons en fonction de la note de pays, qui est établie à partir de deux composantes: a) la composante relative aux besoins du pays, qui prend en compte deux variables: la population rurale et le revenu national brut par habitant (RNB/hab.); et b) la composante relative à la performance du pays, qui comprend trois variables: le cadre des politiques générales, la performance du portefeuille et la performance du secteur rural (PSR).
3. En 2006, le Conseil d'administration est convenu de remplacer la population totale par la population rurale et de réduire le poids de la population rurale dans la composante relative aux besoins des pays de la formule de calcul². En 2007, il a adopté le Cadre pour la soutenabilité de la dette (CSD)³. À ces exceptions près, le

¹ Voir le document [GC 26/L.4](#), p. 10. Avant l'adoption du SAFF, le FIDA allouait les ressources en faveur du financement des programmes de pays sur la base du potentiel stratégique de réduction de la pauvreté rurale, tel qu'il était perçu, en les modulant en fonction de la capacité d'absorption des pays.

² Pendant le premier cycle d'allocation fondé sur le SAFF (2005-2007), le Conseil d'administration a constaté que les écarts de population importants entre les États membres du FIDA se traduisaient par des notes de pays et des allocations très différentes. En conséquence, en 2006, le Conseil d'administration est convenu de réduire le poids de la population dans la formule de calcul et de remplacer, dans la composante besoins du pays de cette formule, la variable "population totale" du pays par la variable "population rurale", avec un exposant ramené à 0,45 au lieu de 0,75. Cette nouvelle pondération a été considérée comme le "point d'équilibre" auquel le poids de la population conserve une influence non négligeable dans la détermination des "besoins" au sein de la formule, tout en offrant un rôle important à la performance et au RNB par habitant (voir le document [EB 2006/89/R.48/Rev.1](#), p. 1).

³ Le CSD a été introduit dans la formule pour déterminer la forme que prendrait l'aide financière accordée par le FIDA aux pays pouvant bénéficier de conditions de prêt particulièrement favorables et pour diminuer le risque que les États membres voient leur endettement s'aggraver. En ce qui concerne la soutenabilité de la dette, le FIDA utilise la classification des pays établie par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI) pour les besoins de leurs analyses dans ce domaine. Au titre du CSD, le FIDA apporte un soutien financier aux projets et programmes régis par le SAFF selon les principes suivants: i) pour les pays dont le degré de soutenabilité de la dette est faible: 100% sous forme de dons; ii) pour les pays dont le degré de soutenabilité de la dette est moyen: 50% sous forme de dons et 50% sous forme de prêts; et iii) pour les pays dont le degré de soutenabilité de la dette est élevé: 100% sous forme de prêts (voir le document [EB 2007/90/R.2](#)). L'une des dispositions du CSD prévoit l'application de la formule du volume modifié (FVM), qui consiste, au FIDA, à opérer une retenue correspondant à 5% de la valeur des dons CSD accordés. Le produit cumulé de ces retenues est redistribué à l'ensemble des pays en appliquant les règles de répartition du SAFF. Comme il s'y est engagé en 2010 dans le cadre de la Consultation sur la Onzième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA11), il est prévu que le FIDA "établira et présentera un document sur sa propre expérience et celle des autres institutions financières multilatérales depuis l'adoption du CSD quant aux pertes nettes constatées et estimées au titre des paiements de commissions de service, et soumettra des propositions sur les formules de compensation qu'il y aura lieu de suivre ultérieurement" (document [EB 2010/100/R.28/Rev.1](#)).

dispositif du SAFP est resté quasiment inchangé. La formule de calcul du SAFP est actuellement la suivante:

Encadré 1

Formule actuelle du SAFP

$$\text{PopRurale}^{0,45} \times \text{RNB/hab.}^{-0,25} \times (0,2 \text{ EPIN} + 0,45 \text{ PSR} + 0,35 \text{ PAR})^2$$

Composante besoins du pays

Composante performance du pays

Note: EPIN: évaluation des politiques et institutions nationales; PSR: performance du secteur rural; PAR: portefeuille à risque.

4. De nombreuses banques multilatérales de développement (BMD) ainsi que le Fonds pour l'environnement mondial utilisent un système fondé sur la performance pour attribuer des financements à des conditions de faveur. Ces systèmes ont en commun un certain nombre de variables, notamment: a) un indicateur mesurant la population, et donc l'ampleur des besoins; b) le RNB/hab., qui mesure la pauvreté; c) un indicateur de la qualité des politiques et des institutions du pays; et d) un indicateur rendant compte de la performance des opérations financées par la BMD dans le pays. Même si, au fil du temps, certaines BMD ont ajouté d'autres variables, et que les méthodes utilisées pour mettre au point ces variables diffèrent parfois (notamment en matière de performance du portefeuille), leurs systèmes d'allocation sont très proches. Dans le cadre du groupe de travail sur le SAFP, auquel le FIDA participe activement, les BMD se tiennent mutuellement informées des enseignements dégagés et des innovations qu'elles apportent à leur SAFP.
5. Selon l'évaluation au niveau de l'institution (ENI) du SAFP du FIDA (document EB 2016/117/R.5) menée par le Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA (IOE) en 2015 et 2016, le SAFP a permis de renforcer la crédibilité du Fonds en tant qu'IFI en le dotant d'une méthode d'allocation des ressources plus transparente, plus souple et plus prévisible⁴. Dans cette évaluation, il est par ailleurs souligné que le système peut encore être amélioré sur deux principaux points: la formule de calcul et les modalités de gestion du SAFP⁵.
6. Lors de sa session d'avril 2016, le Conseil d'administration, prenant acte des conclusions de cette évaluation, est convenu de ce qu'il était nécessaire d'apporter des modifications au SAFP afin qu'il corresponde mieux au mandat et au rôle du FIDA ainsi qu'à l'évolution de ses politiques et au Cadre stratégique 2016-2025. Le Conseil a en outre souligné que le système devrait être à même d'évaluer la sécurité alimentaire et nutritionnelle, l'inclusion économique et sociale, la vulnérabilité –notamment au changement climatique – et la fragilité, dans la mesure où ces indicateurs permettraient de donner une image plus fidèle de la pauvreté rurale⁶.
7. De l'avis général, la version remaniée du SAFP devait rester simple et facile à comprendre. À cet effet, le processus a été scindé en deux phases complémentaires, la première phase, normative, consistant à évaluer la pertinence de chaque variable et l'efficacité avec laquelle elle rend compte des besoins du pays et de sa performance, ainsi que les modalités de gestion du SAFP. Une seconde

⁴ Cette ENI a attribué les notes suivantes pour chacun des paramètres évalués: pertinence – 4,6; efficacité – 4,2; efficience – 4,1.

⁵ Voir ENI, pp. 70-75, et la réponse de la direction du FIDA, pp. 4-5 (document EB 2016/117/R.5/Add.1).

⁶ Procès-verbal de la cent dix-septième session du Conseil d'administration du FIDA.

phase, plus quantitative, consisterait à présenter une formule de calcul révisée et une proposition précise pour les variables, les coefficients de pondération et l'équation mathématique définitive du SAFF.

8. Conformément à l'esprit de la recommandation formulée à l'issue de l'ENI préconisant d'améliorer l'apprentissage et la maîtrise du SAFF au sein de l'institution, la direction a mis en place, en mai 2016, un groupe de travail technique⁷ interdépartements, chargé de se pencher sur la révision du SAFF, l'objectif étant de tirer parti des compétences spécialisées présentes au sein du Fonds et de faire de la révision du SAFF un processus participatif. Ce groupe a travaillé sous la conduite du Comité de gestion des opérations (OMC) et du Comité exécutif de gestion (EMC) et sous la supervision du Groupe de travail du Conseil d'administration sur le SAFF⁸. Quatre principes ont guidé les travaux du groupe de travail technique: simplicité, efficacité, transparence et importance de la pauvreté rurale⁹; ce groupe a cherché à apporter à la formule et aux allocations des ajustements pertinents, conformément à ce qui avait été convenu avec le Groupe de travail sur le SAFF.
9. Les résultats de la première phase ont été examinés par le Conseil d'administration en décembre 2016¹⁰. À cette session, le Conseil d'administration a approuvé la proposition de la direction visant à intégrer l'indice de vulnérabilité spécifique au FIDA (IVF) dans la composante besoins de la formule¹¹ et à éliminer de la composante performance l'indice d'allocation des ressources établi par l'Association internationale de développement (IDA), qui repose sur les résultats de l'EPIN, couvrant les pays bénéficiaires de l'IDA.
10. Pendant la deuxième phase de l'examen, la direction a préparé la version finale de l'amélioration de deux des variables actuelles –le score de la PSR et la valeur du PAR –et affiné la méthode de calcul de l'IVF. De plus, la direction a apporté à la formule les ajustements nécessaires pour tenir compte de l'inclusion de l'IVF et de l'exclusion de l'indice d'allocation des ressources, en révisant la pondération des différentes variables et des deux composantes de la formule, ainsi qu'en étudiant les possibilités de rendre plus efficace l'allocation des ressources aux pays en situation de fragilité.
11. Le présent document expose une version résumée des principales conclusions de la deuxième phase et soumet à l'attention du Conseil d'administration des changements dans la pondération des variables de l'équation, ainsi que la version finale de l'équation permettant de calculer le SAFF. Enfin, il décrit les améliorations proposées de l'efficacité et de l'efficacité du processus de gestion et de la gouvernance du SAFF.

II. Amélioration des variables: version finale¹²

12. L'ENI recommandait d'affiner le score de la variable PSR en réexaminant les indicateurs sous-jacents et les questions qu'elle suscite, afin de refléter la priorité et la mission du FIDA dans le processus d'allocation de ressources aux pays. La

⁷ La Division des politiques et du conseil technique (PTA), la Division environnement et climat (ECD), le Bureau des partenariats et de la mobilisation des ressources (PRM), la Division des services de trésorerie (TRE), la Division des services de gestion financière (FMD), le Département de la stratégie et des savoirs (SKD) et le Département gestion des programmes (PMD) ont désigné des représentants pour participer à ce groupe de travail technique, chacun étant chargé d'assurer la liaison avec son unité administrative afin de faciliter sa participation active à la mise au point du SAFF.

⁸ Le mandat du Groupe de travail sur le SAFF est décrit dans le document EB 2009/97/R.48/Rev.1. Le Groupe de travail sur le SAFF s'est réuni à deux reprises en 2016, le 10 juin et le 20 septembre, et deux fois en 2017, le 23 janvier et le 3 mars. Il est actuellement composé comme suit: France, Irlande, Japon, Suède (Liste A); Nigéria, République bolivarienne du Venezuela (Liste B); Ghana (Liste C1); Chine (Liste C2); et République dominicaine (Liste C3).

⁹ Pour plus d'informations, voir le document EB 2016/119/R.5.

¹⁰ Document EB 2016/119/R.5.

¹¹ L'introduction de l'IVF dans la composante besoins de la formule fait suite aux recommandations de l'ENI, qui préconisait de renforcer l'accent mis sur la pauvreté rurale, notamment en étudiant comment y intégrer des mesures de la vulnérabilité et de la fragilité, ainsi que de l'inégalité de revenus et de la pauvreté non monétaire.

¹² L'annexe I décrit en détail toutes les variables incluses dans la formule révisée.

direction a entamé l'amélioration de l'évaluation de la variable PSR pendant la première phase, et l'a conclue durant la deuxième phase de l'examen. Ce processus est décrit ci-après et des précisions supplémentaires sont fournies à l'appendice I. Eu égard au PAR, l'ENI a jugé positif le fait que cette variable soit fondée sur une mesure bien établie (les projets à risque) qui fait partie du système d'autoévaluation du FIDA. Cette variable PAR demeure inchangée, mais la direction a modifié la façon dont le PAR est intégré à la formule du SAFF, afin de renforcer l'objectivité du processus.

A. Évaluation de la performance du secteur rural

13. L'évaluation de la PSR vise à mesurer la performance des cadres d'action des pouvoirs publics dans les domaines en rapport avec les ruraux pauvres. Les changements proposés pour l'évaluation de la PSR sont décrits à l'annexe I du document d'orientation "Révision du Système d'allocation fondé sur la performance", examiné par le Conseil d'administration en décembre 2016¹³. Ces modifications font suite à l'ENI du SAFF du FIDA, qui recommandait notamment que le Fonds réexamine les indicateurs et les questions sous-tendant la variable PSR, afin de prendre en considération les nouveaux défis, priorités et opportunités qui se présentent dans le secteur rural¹⁴. Elles reflètent aussi la décision d'éliminer l'EPIN, motivée par l'absence de score EPIN pour de nombreux pays, qui conduit actuellement à des distorsions dans la formule, mais aussi par une forte corrélation entre les scores associés aux questions sous-tendant la PSR et l'EPIN¹⁵. Le questionnaire détaillé et le guide de notation pour l'évaluation améliorée de la PSR figurent à l'appendice I.
14. L'évaluation améliorée de la PSR: i) conserve l'accent que la version précédente plaçait sur la population rurale et sur les politiques et institutions y afférentes; ii) maintient toutes les catégories de questions, quoique de manière plus concise pour réduire les répétitions; iii) améliore les questions de façon à éliminer le haut degré de corrélation entre les questions principales et secondaires présentes dans la version actuelle; iv) actualise les questions afin de refléter les meilleures pratiques actuelles ainsi que les nouveaux paramètres et mesures (par exemple, eu égard à l'inclusion financière en milieu rural et aux politiques d'égalité des sexes); et v) ajoute de nouvelles questions pour tenir compte du modèle opérationnel actuel et des objectifs stratégiques du FIDA en matière d'environnement, de changement climatique et de nutrition.
15. De plus, l'évaluation améliorée de la PSR offre de meilleures orientations quant aux sources de données à utiliser pour améliorer l'objectivité, et propose un processus plus robuste d'examen par les pairs. Du fait que la note PSR rend compte de la qualité des politiques et institutions, qui ne changent pas radicalement sur une courte période, et aussi pour des raisons d'efficacité, il est proposé, au rang des améliorations, de procéder à l'évaluation de la PSR une fois par cycle de reconstitution, au cours de l'année précédant le début d'un cycle.
16. Au sein du SAFF, l'évaluation améliorée de la PSR influera sur les allocations par pays dans la mesure où elle apprécie les résultats obtenus par un pays dans la mise en place d'un cadre institutionnel et d'action publique qui soit propice à une réduction durable de la pauvreté rurale, compte tenu des multiples dimensions qui caractérisent celle-ci. Une méthodologie est actuellement à l'étude en vue de parvenir à une évaluation de la performance des pays au fil du temps. Il s'agit là d'une innovation qui sera mise à l'essai à partir de la première notation de la PSR

¹³ Document EB 2016/119/R.5.

¹⁴ Document EB 2016/117/R.5.

¹⁵ Document EB 2016/117/R.5, appendice, p. 73, par. 307: [...] si l'évaluation reconnaît que l'EPIN mesure, pour un pays, l'environnement institutionnel et les politiques publiques au sens large, tandis que la PSR évalue ces mêmes dimensions dans le secteur agricole et rural, il existe une étroite relation entre les scores obtenus eu égard à ces deux variables. Par conséquent, compte tenu de la mission du FIDA, axée sur le secteur rural, et en supposant que les indicateurs et le processus d'établissement de la PSR seront améliorés à l'avenir, on peut estimer que l'utilisation de ces deux variables dans le SAFF du FIDA ne s'impose pas.

améliorée. De plus, l'évaluation de la PSR offrira l'occasion de dialoguer avec les autorités du pays, notamment durant la conception et la révision du programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) et de la note de stratégie de pays.

B. Variable portefeuille à risque

17. Toutes les grandes IFI utilisent le concept de "projet à risque" comme base d'évaluation annuelle de leur portefeuille au regard de divers aspects de la mise en œuvre. Cette évaluation aboutit à une note qui sert à produire la valeur globale du PAR incluse dans leur SAFF. C'est également le cas pour le FIDA.
18. Le Fonds réexamine actuellement les critères qu'il utilise pour repérer les projets à problèmes dans le cadre de l'amélioration en cours des directives du FIDA relatives à la supervision et à l'appui à l'exécution (SIS). Aux fins du SAFF, les grands principes afférents à cette variable sont les suivants: i) pour des raisons d'efficacité, le processus de repérage des projets à risque reste inscrit dans les procédures institutionnelles d'évaluation et de compte rendu de la performance des projets; ii) ce processus est explicite, transparent et cohérent; et iii) grâce à la mise à jour régulière, les changements qui surviennent dans la performance du portefeuille peuvent être répercutés sur la procédure annuelle d'allocation en vertu du SAFF. L'approche adoptée par la direction pour actualiser le concept de projet à risque au sein des directives SIS respecte ces principes.
19. À l'heure actuelle, pour intégrer au SAFF la performance des opérations en cours financées par le FIDA, le Fonds utilise une matrice qui part de la performance de chaque projet (à risque, sans risque, potentiellement à risque) pour la transformer en une valeur sur une échelle allant de 1 à 6. Dans cette opération, la matrice de transformation prend en considération la taille de l'ensemble du portefeuille. C'est une moyenne pondérée de cette valeur sur trois ans qui est utilisée dans le SAFF, afin d'empêcher des variations trop fortes d'une année sur l'autre¹⁶.
20. La méthodologie proposée pour déterminer la valeur "portefeuille et décaissements" (PAD) révisée est décrite en détail à l'annexe II. Elle diverge de la méthode actuelle à trois égards: i) les projets à problèmes potentiels sont exclus du calcul; ii) un indicateur de la performance en matière de décaissements à l'échelle du portefeuille est désormais inclus, de sorte qu'un faible taux de décaissement se traduira par une valeur PAR basse; et iii) l'âge des différents projets figurant dans le portefeuille est pris en considération parce que le rythme de décaissement est lent pour les projets jeunes et s'accélère au fur et à mesure de l'exécution.
21. Les projets à problèmes potentiels sont exclus afin de ne pas pénaliser le repérage précoce de difficultés potentielles et d'encourager la mobilisation d'un soutien opérationnel supplémentaire avant que les projets n'entrent effectivement dans la catégorie "à risque". L'inclusion d'un indicateur de décaissement met l'accent sur la capacité à décaisser des ressources promptement et efficacement aux fins du financement de la mise en œuvre, qui laisse prévoir la réussite du projet. Ainsi, pour les portefeuilles en retard de décaissement, la valeur PAR sera plus basse. C'est ainsi que l'âge du portefeuille sera pris en considération. La méthodologie proposée garantit l'objectivité du processus de calcul, car elle repose sur une formule. Comme dans la méthode actuelle, c'est la moyenne de la valeur PAR sur trois ans qui sera utilisée dans la formule du SAFF, afin de limiter la volatilité des allocations d'une année sur l'autre.

III. Élaboration de la formule de calcul

22. Pour élaborer la formule améliorée, la direction s'est trouvée face à trois difficultés initiales: i) comment exclure l'EPIN de la composante performance du pays; ii) comment inclure l'IVF dans la composante besoins; et iii) comment normaliser la variable population rurale. Par ailleurs, pour construire les scénarios simulant

¹⁶ Voir le document EB 2003/79/R.2/Rev.1, annexe II.

l'impact des options sur la répartition globale des allocations, la direction a appliqué certaines contraintes clairement définies:

- a) application d'une allocation minimale (1 million d'USD par an);
 - b) application d'une allocation maximale (5% du total de l'allocation annuelle du SAFP);
 - c) application de la formule du volume modifié (FVM) au titre du CSD;
 - d) allocation de deux tiers des ressources de base à des conditions particulièrement favorables; et
 - e) allocation de 40 à 45% des ressources de base à l'Afrique subsaharienne.
23. L'application des allocations minimales et maximales correspond à la méthode actuelle. L'utilisation de la FVM fait partie de la méthode approuvée par le Conseil d'administration eu égard au CSD¹⁷. La part des ressources à allouer à des conditions particulièrement favorables a été fixée dans les Principes et critères applicables aux financements du FIDA, approuvés en 2013 par le Conseil des gouverneurs¹⁸. La part des ressources à allouer à l'Afrique subsaharienne est un engagement pris au titre de la Neuvième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA9)¹⁹.
24. En outre, conformément aux objectifs de la révision du SAFP, la direction a vérifié si les options testées permettaient de fournir davantage de ressources aux pays les plus vulnérables et à ceux dans lesquels règnent des situations de majeure fragilité²⁰.
25. À la cinquième réunion du Groupe de travail sur le SAFP, la direction a fait part d'une formule qui, d'après les tests réalisés sur le programme de prêts et dons de FIDA10, offre des solutions efficaces pour inclure des variables nouvelles ou modifier des variables existantes, tout en respectant les contraintes décrites ci-dessus. Les résultats détaillés des tests et les scénarios ainsi produits figurent à l'appendice II, et la formule est la suivante:

$$\frac{[(\text{PopRurale})^{0,40} \times \text{RNB/hab.}^{-0,25} \times (1+IVF)] \times \text{BESOINS}}{[(0,65\text{PSR} + 0,35\text{PAR})^2] \times \text{PERFORMANCE}}$$

26. Les sections ci-dessous décrivent les essais réalisés pour aboutir à cette première proposition de formule modifiée.
27. Éliminer l'EPIN de la composante performance du pays. Durant la première phase du processus de révision du SAFP, la direction a testé l'impact d'une élimination pure et simple de l'EPIN. Comme expliqué dans le document EB 2016/119/R.5, cette élimination s'est traduite par une forte variation des allocations pour les pays qui obtiennent un bon score de stabilité macroéconomique, une caractéristique que le score EPIN a tendance à

¹⁷ Document EB 2007/90/R.2.

¹⁸ Document GC 36/L.9.

¹⁹ Document GC 35/L.4: "Durant FIDA9, le Fonds continuera d'intervenir en priorité dans les pays à faible revenu, où l'aide au développement demeure un besoin essentiel. Face aux bonnes perspectives qui s'offrent à l'Afrique subsaharienne d'améliorer la productivité agricole et d'atteindre les OMD, et compte tenu de l'impérieuse nécessité de faire face aux effets du changement climatique, durant la période de la neuvième reconstitution et conformément à son système d'allocation fondé sur la performance (SAFP), le FIDA prévoit d'investir 40% à 50% de ses ressources dans cette région."

²⁰ Les tests ont été réalisés sur la base des allocations de FIDA10, en éliminant le plafond appliqué par la direction aux pays limités par des contraintes en matière de performance du portefeuille ou de capacité d'absorption.

récompenser. Pour surmonter ce problème, la direction a décidé d'intégrer les dimensions macroéconomiques pertinentes de l'EPIN à l'évaluation révisée de la PSR (comme expliqué à la section II ci-dessus). C'est ainsi que les questions macroéconomiques constituent désormais quelque 25% du questionnaire PSR. Deuxièmement, afin de maintenir la pondération globale actuelle de la composante performance du pays dans la formule, la direction a ajouté le poids actuel de l'EPIN dans la formule (0,2) au poids de la PSR (0,45). Aux fins des essais, par conséquent, le poids de l'exposant de la PSR a été porté à 0,65.

28. Les essais montrent que, lorsqu'on accroît le poids de la PSR actuelle pour compenser l'élimination de l'EPIN, on réduit substantiellement l'impact que produit, sur la répartition des allocations, l'élimination de l'EPIN toutes choses égales par ailleurs; cette solution paraît, dès lors, viable. De plus, la fusion de ces deux variables présente l'avantage de simplifier la formule, comme le recommandait l'ENI.
29. Inclure l'indice de vulnérabilité spécifique au FIDA. La direction a envisagé deux méthodes pour inclure l'IVF dans le calcul du SAFR. Toutes deux ont été évaluées en fonction de leur incidence sur les pays les plus vulnérables²¹. Premièrement, la direction a testé l'utilisation de l'IVF en tant que facteur d'actualisation²². L'incidence de cette méthode sur les allocations s'est avérée négligeable, de l'ordre de 1% au total. Elle a alors procédé à un deuxième essai en incluant l'IVF dans la composante besoins de la formule, ce qui a eu pour effet d'accroître de quelque 10% au total les allocations aux 40 pays les plus vulnérables. Cette solution est donc considérée comme plus efficace pour acheminer un montant plus substantiel de ressources à ces pays.

Encadré 2

L'indice de vulnérabilité spécifique au FIDA

L'IVF a été créé afin que la composante "besoins du pays" de la formule du SAFR reflète mieux le caractère multidimensionnel de la pauvreté rurale. Les indicateurs composant l'IVF ont donc été choisis pour rendre compte de la focalisation spécifique du FIDA sur la population rurale pauvre. En termes généraux, l'IVF est un indicateur de bien-être en milieu rural intégrant les effets du changement climatique. Chacun des indicateurs s'articule autour des trois éléments qui déterminent la vulnérabilité climatique (exposition, sensibilité et capacité d'adaptation) et peut être associé à un ou plusieurs domaines prioritaires de l'IVF (sécurité alimentaire, nutrition, inégalités et vulnérabilité climatique). L'IVF sera produit une fois par cycle SAFR et entrera dans le calcul des allocations de la première année.

30. Normaliser la variable de la population rurale. L'ENI sur le SAFR du FIDA a constaté que la population rurale était l'indicateur présentant, de loin, la plus grande variabilité ainsi que la corrélation la plus forte avec les allocations par pays²³. Elle a également montré que la pondération actuelle de cette variable se traduisait par le fait que les plus grands États membres recevaient des allocations supérieures au niveau maximal fixé. Cela conduit à l'application d'un plafond (5% du total de l'allocation annuelle du SAFR), qui introduit un certain degré d'arbitraire dans la formule²⁴.

²¹ Il s'agit des pays figurant dans les deux quintiles supérieurs du score IVF. L'IVF est noté sur une échelle allant de 0 à 1, où 1 indique la vulnérabilité la plus aiguë.

²² Ce test était calqué sur la méthode utilisée pour appliquer la FVM aux pays bénéficiant du CSD.

²³ Document EB 2016/117/R.5, appendice, annexe IV.

²⁴ L'ENI reconnaît toutefois que la distorsion créée par l'application d'une allocation maximale (en pourcentage) assure certes au pays concerné une allocation relativement importante, mais, dans le même temps, elle libère des ressources pour d'autres pays membres bénéficiaires. L'ENI constate que c'est là une caractéristique importante du SAFR du FIDA, étant donné que tous les pays bénéficiaires sont potentiellement concernés.

31. La direction a testé deux méthodes pour normaliser la variable population rurale, c'est-à-dire en réduire la variabilité. Premièrement, elle a remplacé la population rurale par son logarithme²⁵. Il en est résulté des allocations substantiellement réduites ou accrues pour tous les pays²⁶, car toutes les allocations ont convergé vers une fourchette d'allocations plus restreinte, comme indiqué à la figure 1. Si cette option parvient effectivement à éliminer les allocations minimales et maximales, elle rétrécit l'amplitude des allocations attribuées, de sorte qu'il n'y a guère de différence d'allocation entre les pays selon que leur population rurale est nombreuse ou restreinte.
32. La direction a également testé une normalisation de cette variable consistant à modifier son exposant, actuellement égal à 0,45. Les essais ont été menés en faisant progressivement varier l'exposant de 0,05 point jusqu'à atteindre un exposant minimal de 0,20. Les résultats montrent que le scénario qui donne les meilleurs résultats est celui dans lequel la variable de la population rurale est dotée d'un exposant de 0,40, comme indiqué à la figure 1. Cette solution présente les avantages suivants: i) l'allocation maximale représente environ 5% de l'enveloppe totale, ce qui signifie qu'il n'est plus nécessaire d'appliquer le plafond de 5% dans tous les cas²⁷; ii) l'allocation minimale se monte à 1,5 million d'USD par an, supprimant la nécessité de relever ce montant comme c'est actuellement le cas pour atteindre le minimum actuel²⁸; iii) l'allocation augmente pour les pays qui reçoivent actuellement l'allocation minimale en raison de leur modeste population rurale; et iv) la formule reste simple. Par conséquent, la direction propose de ramener l'exposant de la variable population rurale à 0,40.

²⁵ Comme expliqué dans l'ENI, cette forme de variable de population a naturellement pour effet de rapprocher les valeurs autour d'une distribution plus linéaire, c'est-à-dire qu'elle réduit l'amplitude des variations et peut restreindre suffisamment les allocations des plus grands pays pour qu'il ne soit pas nécessaire d'imposer un plafond artificiel.

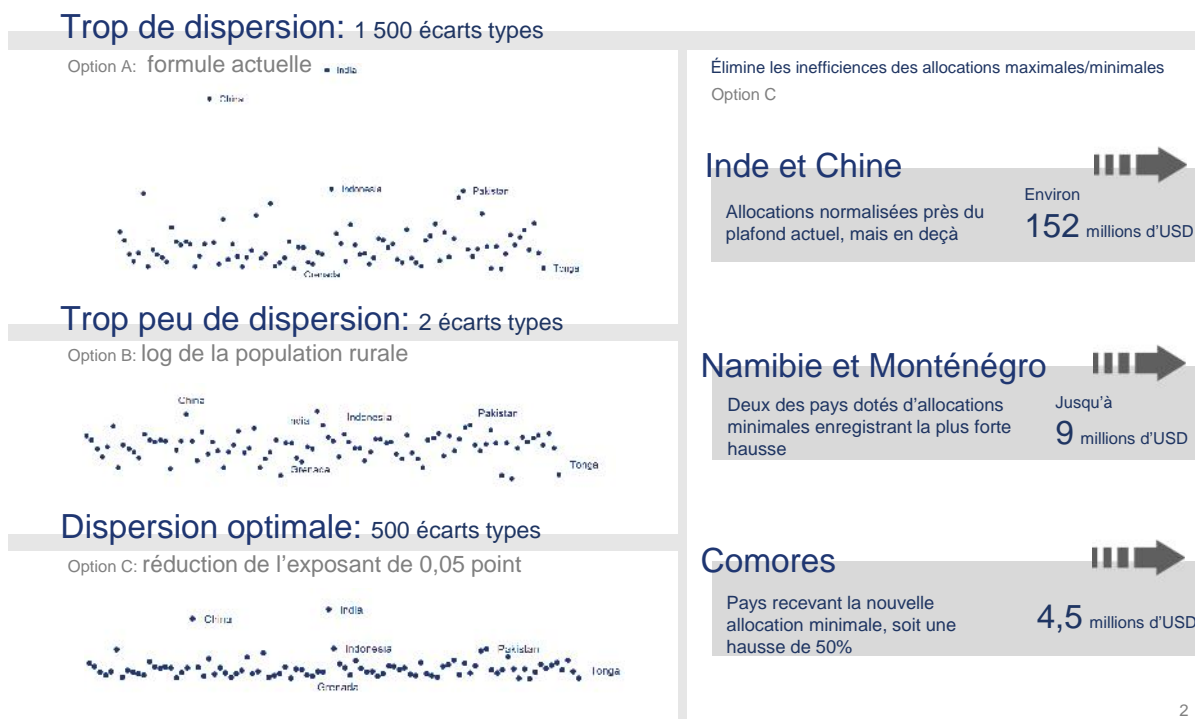
²⁶ Document EB 2016/119/R.5, p. 5.

²⁷ Il importe de noter qu'il reste nécessaire de conserver un plafond d'allocation exprimé en pourcentage, car la population rurale est une variable qui peut croître indéfiniment.

²⁸ Actuellement, le minimum est fixé à 1 million d'USD par an.

Figure 1

Options de normalisation de la variable population rurale



2

IV. Analyse de sensibilité

33. L'analyse de sensibilité est un ensemble d'outils statistiques qui peuvent être utilisés pour évaluer différents aspects d'un modèle²⁹. L'objet d'une analyse de sensibilité est de répondre à la question: "Que se passerait-il si...?" Elle évalue la robustesse d'une formule de calcul face à des chocs potentiels et à de futurs changements dans la valeur des variables incluses dans la formule. Du fait que le SAFP n'est pas un modèle mais une formule multiplicative, l'analyse de sensibilité a été utilisée pour étudier dans quelle mesure l'incertitude (ou le changement potentiel) relative à chaque variable influe sur le résultat de l'équation.
34. D'après le SAFP, la répartition des allocations repose sur le score des pays, calculé à l'aide de la formule; la direction a donc cherché à savoir comment le montant des allocations réagissait lorsqu'on modifiait tour à tour (voir le tableau 1):
- toutes les variables – test i);
 - une variable à la fois – tests ii) et iv);
 - la taille du programme de prêts et dons – test iii); et
 - une combinaison de variables, à savoir la population rurale et le RNB/hab. – test v).

²⁹ Lorsqu'il s'agit de déterminer le modèle le plus adapté à un ensemble donné d'observations, l'analyse de sensibilité est communément utilisée pour mettre en évidence: i) les paramètres qui requièrent des recherches supplémentaires pour renforcer la base de connaissances, de façon à réduire l'incertitude des données produites; ii) les paramètres qui ne sont pas significatifs et peuvent donc être éliminés du modèle final; iii) les données utilisées qui contribuent le plus à la variabilité des résultats; iv) les paramètres qui sont le plus fortement corrélés aux résultats produits; et v) une fois que le modèle est entré en production, les conséquences qu'entraîne le changement d'un paramètre d'entrée. D. M. Hamby, *A Review of Techniques for Parameter Sensitivity Analysis of Environmental Models*, Environmental Monitoring and Assessment, vol. 32, pp. 135-154 (Kluwer Academic Publishers, Pays-Bas, 1994).

35. Le tableau 1 décrit la série de changements hypothétiquement apportés à la formule et testés à l'aide de simulations. Pour évaluer les résultats de chaque analyse de sensibilité, on a tenu compte de l'incidence du changement sur la part des allocations attribuée aux pays bénéficiant de conditions de prêt particulièrement favorables, ainsi que sur la part des ressources de base revenant à l'Afrique subsaharienne, aux pays les plus vulnérables et aux pays où règnent des situations de majeure fragilité. La formule s'est avérée stable dans tous les cas, mais elle est très sensible aux changements apportés au niveau des différents pays pris individuellement. Il s'agit là d'un résultat positif, car il signifie que les allocations par pays reflètent les changements apportés aux variables rendant compte des besoins comme de la performance, même si elles ne se traduisent pas par une modification correspondante des allocations aux groupes de pays, puisque les pays sont en concurrence au sein du processus du SAFF.

Tableau 1

Analyse de sensibilité de la nouvelle formule proposée pour le SAFF

Test n°	Changement appliqué	But du test	Méthode	Résultats
i.	Chocs sur toutes les variables en même temps	Évaluer la stabilité des allocations SAFF au fil du temps et leur réactivité à des changements réalistes	Toutes les variables ont subi un choc proportionnel à leur tendance des 15 dernières années (RNB/hab. et PopRurale) ou à leur fourchette effective (1-2 pour IVF, 1-6 pour PSR et PAR) dans les deux directions (\pm).	La formule est stable en tant que système et préserve la répartition entre les groupes de pays.
ii.	Chocs sur une variable à la fois	Évaluer l'élasticité de certaines variables, c'est-à-dire l'incidence de chaque variable, prise séparément, sur les allocations aux groupes de pays	Les variables ont subi, l'une après l'autre, un choc de: <ul style="list-style-type: none"> • RNB/hab. et PopRurale: 3 fois le taux de croissance annuel pour chaque pays • IVF: $\pm 0,3$ • PSR: $\pm 0,9$ • PAR: $\pm 1,7$ 	Les chocs sur les variables prises séparément n'influent pas sur la répartition des allocations aux groupes de pays.
iii.	Chocs sur le volume du programme de prêts et dons	Évaluer les conséquences d'une hausse ou d'une baisse du volume du programme de prêts et dons sur la répartition globale des allocations	Le programme de prêts et dons de FIDA10 a subi un choc de $\pm 13\%$ et 25% , des marges de variation qui seront envisagées lors des consultations sur FIDA11.	La formule est stable au niveau de la répartition, mais les changements sont considérables au niveau des pays.
iv.	Chocs sur une variable à la fois pour un groupe de pays sélectionnés	Évaluer la réactivité des allocations à l'évolution d'une variable à la fois au niveau des pays	L'univers des pays actifs a été réparti en trois groupes autour de l'allocation médiane: supérieurs, égaux ou inférieurs à la médiane. Un pays de chaque groupe a subi un choc à titre d'exemple représentatif.	Les allocations sont hautement sensibles aux chocs sur les variables prises séparément.
v.	Chocs sur les variables PopRurale et RNB/hab.	Évaluer la stabilité de la formule au fil du temps	PopRurale et RNB/hab. étant les variables qui influent le plus sur le montant final des allocations, une analyse tendancielle a été menée pour prévoir leur valeur future au cours des deux prochains cycles de reconstitution. Les valeurs estimées ont été testées avec la formule proposée, toutes choses égales par ailleurs.	La formule est stable dans le temps en tant que système, et les fluctuations sont prévisibles au niveau des pays.

V. Équilibrer les composantes besoins et performance

36. D'après l'ENI sur le SAFF du FIDA, la formule actuelle du SAFF réagit aux besoins des pays, et le volume final des allocations est déterminé à 65% par les variables représentant les besoins et à 35% par les variables rendant compte de la performance. L'une des recommandations visait à réexaminer l'équilibre entre les composantes "besoins du pays" et "performance du pays" dans la formule du SAFF. La direction est convenue de revoir la formule dans l'intention de renforcer ses effets incitatifs en matière de performance³⁰. Dans sa réponse à l'ENI, la direction a toutefois noté que, bien que ce soit contraire à l'intuition (parce qu'il s'agit d'une

³⁰ Document EB 2016/117/R.5/Add.1.

formule composite), l'application d'une pondération plus élevée (voire bien plus élevée) à une variable (ou composante) de la formule n'implique pas nécessairement que les pays qui obtiennent de meilleures notes pour cette variable reçoivent davantage de ressources, même si cette variable obtient une meilleure note que toutes les autres variables de la formule. Le caractère positif ou négatif de l'effet qui en découle dépend du rapport entre la note de cette variable et celles des autres variables par comparaison avec d'autres pays³¹.

37. La propre analyse de la direction a confirmé que la formule répondait avant tout aux besoins. Cependant, elle a aussi prouvé le bien-fondé des considérations formulées par la direction dans sa réponse. Ainsi, la modification de la pondération des différentes variables ou du poids des composantes n'amène pas à un résultat linéaire dans une seule direction. Cela tient à la nature multiplicative de la formule, puisque le résultat obtenu pour chaque pays influe sur le résultat atteint pour chaque autre pays inclus dans le calcul de façon interdépendante.
38. Il existe donc une limite aux tentatives de séparation des effets des sous-composantes besoins et performance pour déterminer la répartition finale des allocations, car la nature multiplicative de la formule ajoute un effet cumulatif à la contribution isolée de chaque composante. Par conséquent, les résultats présentés ici au sujet de l'équilibre entre besoins et performance ne sont qu'une estimation. Cela étant, certaines considérations peuvent être formulées en ce qui concerne les effets que produisent des changements de pondération des variables sur la répartition des allocations entre les groupes de pays.
39. Quatre scénarios sont soumis ci-dessous à l'examen du Conseil d'administration³². Découlant de la formule présentée au Groupe de travail sur le SAFF à sa cinquième réunion, ils ont été élaborés par accroissement progressif du poids de la composante performance du pays, recommandation clé de l'ENI sur le SAFF. L'objectif était de renforcer l'élasticité de cette composante dans la totalité des scénarios proposés.
40. Les quatre scénarios proposés sont conformes aux engagements pris par le FIDA eu égard aux financements à des conditions particulièrement favorables ainsi qu'aux ressources allouées à l'Afrique subsaharienne. En outre, pour chaque scénario, l'impact sur la répartition des allocations a été évalué en fonction des catégories de revenus des pays. La part des allocations attribuée aux pays où règnent des situations de majeure fragilité a également été évaluée.
41. Les graphiques de gauche, ci-dessous, montrent la répartition (en pourcentage) des allocations par quintile de besoins et de performance, et ce pour chaque scénario. Les lignes horizontales représentent les quintiles des besoins (1 = les plus grands besoins) et les lignes verticales, les quintiles de performance (1 = meilleures performances). La répartition idéale serait une concentration plus forte des ressources autour des pays ayant le plus de besoins et obtenant les meilleurs résultats. Les graphiques de droite montrent la répartition des ressources résultant de chaque scénario pour les pays à faible revenu (LIC), les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (LMIC), les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure (UMIC) et les pays en situation de majeure fragilité (MFS).
42. Scénario 1. Le premier scénario repose sur la formule examinée à la cinquième réunion du Groupe de travail sur le SAFF, en janvier 2017:

$$[\text{PopRurale}^{0,4} \times \text{RNB/hab.}^{-0,25} \times (1 + \text{IVF})] \times (0,65 \times \text{PSR} + 0,35 \times \text{PAD})^2$$

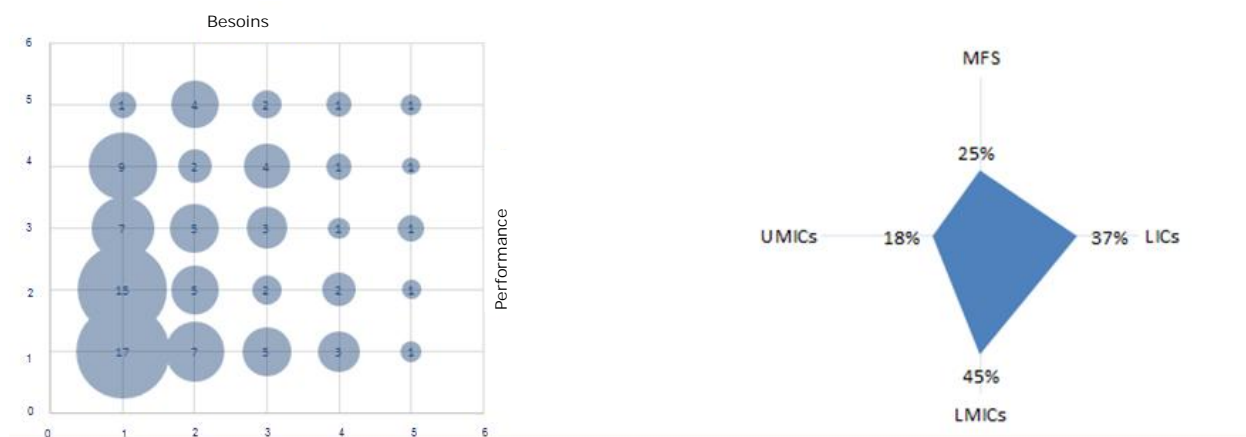
³¹ Ibid.

³² Les scénarios proposés utilisent les notes d'évaluation de la PSR de 2015 et le nouveau PAD.

43. Comme la formule actuelle du SAFP, la formule du premier scénario demeure régie par les besoins des pays. Dans ce scénario, le volume des allocations est déterminé à 56% par les variables représentant les besoins et à 44% par les variables rendant compte de la performance. Par ailleurs, 82% des ressources du FIDA sont allouées à des LIC ou à des LMIC.

Graphique 1

Scénario 1: répartition des allocations en fonction des besoins et de la performance, ainsi que des revenus et des situations de majeure fragilité des pays (en % du total)



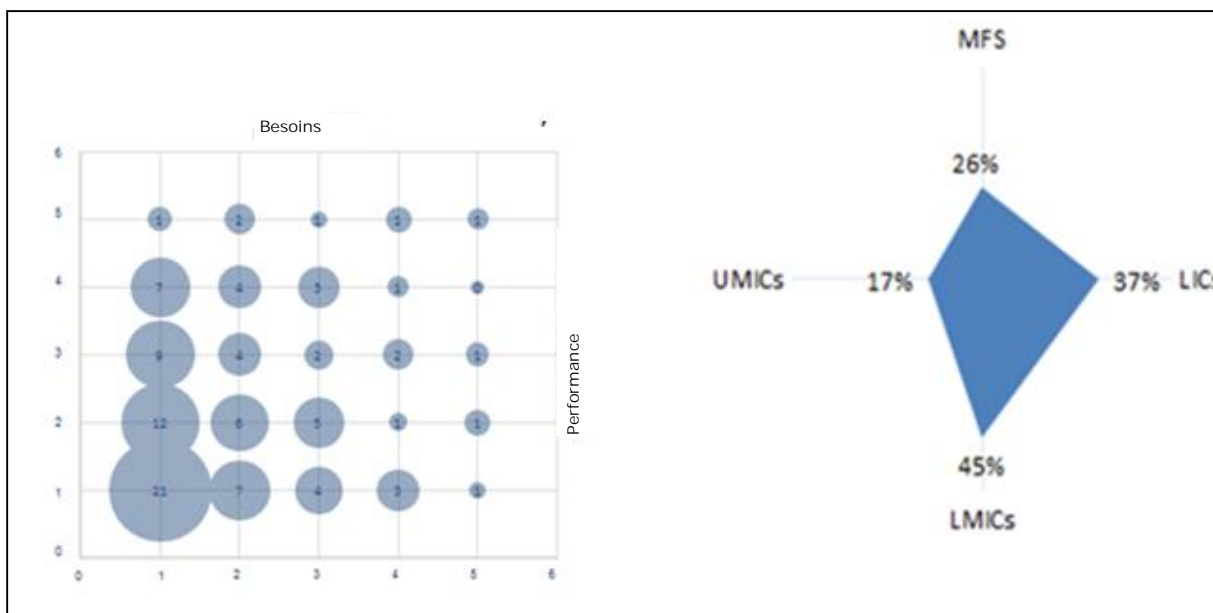
44. Scénario 2. Dans le deuxième scénario, la composante besoins conserve un poids relativement élevé (54%), mais le poids de la performance est significatif (46%) sous l'effet de l'augmentation du poids de la valeur PAD qui, pour la première fois, "pèse" plus lourd que la PSR, ce qui renforce l'importance de la performance des opérations financées par le FIDA:

$$[\text{PopRurale}^{0,4} \times \text{RNB/hab.}^{-0,25} \times (1 + \text{IVF})] \times (0,40 \times \text{PSR} + 0,60 \times \text{PAD})^2$$

45. Par comparaison avec le premier scénario, cette orientation davantage centrée sur les opérations (plutôt que sur les politiques et les institutions) n'a pas d'incidence sur la répartition des allocations par groupe de pays, mais elle incite plus fortement à améliorer les résultats, au sein de la variable performance du pays, en relation plus étroite avec les opérations du FIDA. Si ce scénario fait un pas dans la bonne direction en renforçant l'incitation en faveur de meilleurs résultats, la distribution des allocations par quintile montre que celles-ci demeurent fortement concentrées hors du point de convergence entre besoins et performance.

Graphique 2

Scénario 2: répartition des allocations en fonction des besoins et de la performance, ainsi que des revenus et des situations de majeure fragilité des pays (en % du total)



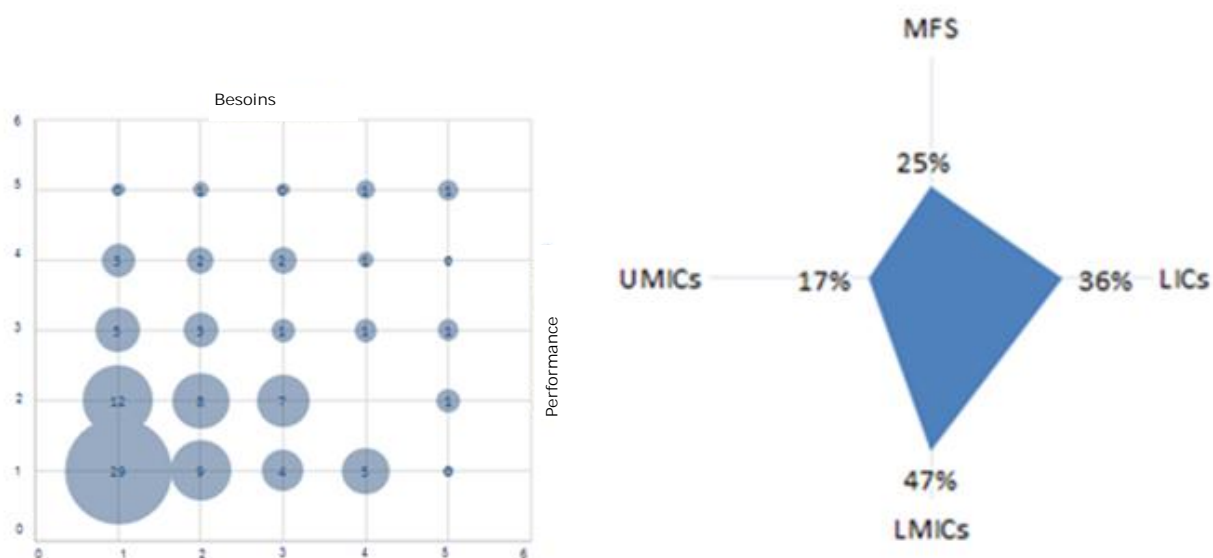
46. Scénario 3. Suivant la démarche de rééquilibrage des composantes, deux autres scénarios ont été testés. Le troisième scénario modifie le poids des composantes en faveur de la performance, tout en maintenant un bon équilibre entre les deux (48% pour les besoins et 52% pour la performance), ce qui se traduit, dans la formule, par une hausse plus marquée de la PAD et un accroissement substantiel de l'exposant attribué à la composante performance, comme suit:

$$[\text{PopRurale}^{0,4} \times \text{RNB/hab.}^{-0,25} \times (1 + \text{IVF})] \times (0,20 \times \text{PSR} + 0,80 \times \text{PAD})^4$$

47. Lorsqu'on avance dans cette direction, la répartition des allocations évolue en faveur des pays obtenant les meilleures performances, tandis que les pays ayant le plus de besoins reçoivent une part substantielle des ressources, comme le montre le graphique 3. De plus, parce qu'il accroît le poids de la PAD, ce scénario comporte une incitation claire, pour le pays et les équipes de projet, à améliorer la performance du portefeuille de projets du FIDA en mettant l'accent sur l'exécution des projets. Pour toutes ces raisons, la direction propose que le Conseil d'administration envisage d'approuver la formule associée au troisième scénario.

Graphique 3

Scénario 3: répartition des allocations en fonction des besoins et de la performance, ainsi que des revenus et des situations de majeure fragilité des pays (en % du total)



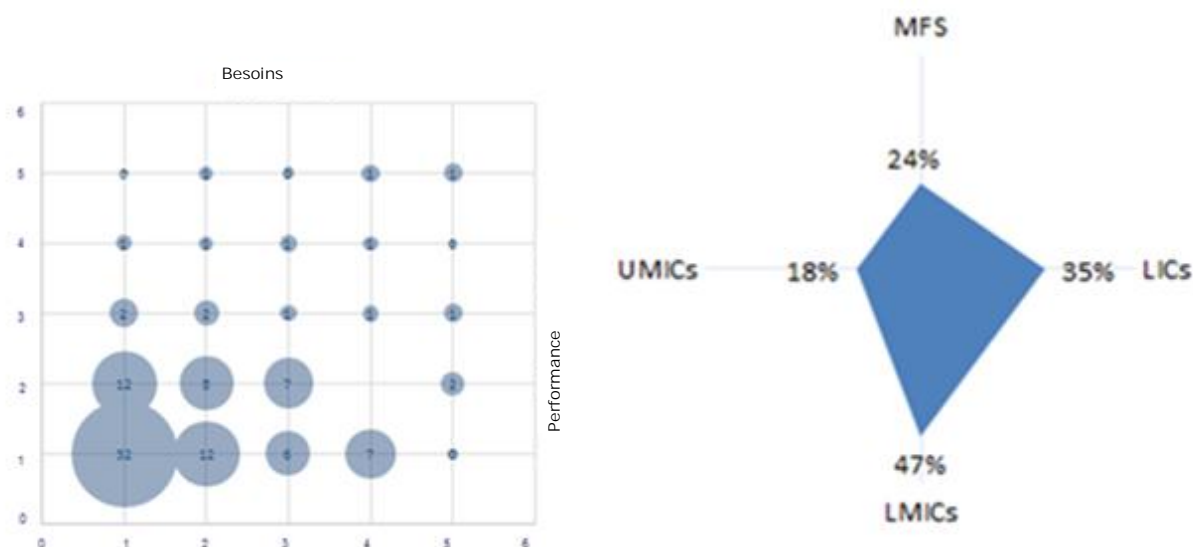
48. Scénario 4. C'est dans ce quatrième et dernier scénario que la composante performance pèse le plus lourd, sensiblement plus que la composante besoins (respectivement 55% et 45%). Cette formule maintient le net accroissement du poids de la variable PAR déjà appliqué dans le troisième scénario et double l'exposant attribué à la composante performance :

$$[\text{PopRurale}^{0,4} \times \text{RNB/hab.}^{-0,25} \times (1 + \text{IVF})] \times (0,20 \times \text{PSR} + 0,80 \times \text{PAD})^8$$

49. Si ce scénario partage certaines des caractéristiques positives du troisième scénario, l'importance accrue qu'il accorde à la performance récompense les pays obtenant les meilleurs résultats, mais réduit les allocations des pays ayant le plus de besoins.

Graphique 4

Scénario 4: répartition des allocations en fonction des besoins et de la performance, ainsi que des revenus et des situations de majeure fragilité des pays (en % du total)



VI. Processus de gestion et gouvernance du SAFF

50. Dans sa réponse à l'ENI sur le SAFF du FIDA, la direction s'est engagée à apporter une série d'améliorations dans la gestion et la gouvernance du SAFF.
51. Rapports au Conseil d'administration. En 2016, la portée des rapports soumis au Conseil s'est élargie pour renforcer la transparence du système. Outre les informations sur les notes des pays, les allocations et les scores de la PSR, le rapport sur le SAFF soumis chaque année au Conseil s'est enrichi de renseignements sur les pays actifs, la logique du plafonnement, l'utilisation des allocations minimales et maximales, les pays qui entrent dans le cycle et qui en sortent ainsi que les réaffectations³³. La direction continuera à fournir au Conseil cette vue d'ensemble plus large sur la mise en œuvre du SAFF.
52. Gouvernance. L'ENI recommandait en outre que l'approche du FIDA vis-à-vis du SAFF revête, de manière générale, un caractère plus institutionnel. Une telle approche est en place depuis 2014, lorsque, pour la première fois, les allocations SAFF ont été approuvées par les principaux organes de coordination du FIDA, l'OMC et l'EMC. Cette pratique va se poursuivre à l'avenir.
53. Actualisation du score de la PSR. S'agissant des processus associés au SAFF, l'ENI recommandait de réduire la fréquence d'actualisation du score de la PSR – actuellement annuelle. La direction a adopté cette recommandation, car les politiques et institutions des pays ne changent pas radicalement sur une courte période. C'est ainsi que le score de la PSR sera actualisé une fois par cycle SAFF.
54. Allocations minimales, maximales et plafonnées. Parmi les autres pratiques relatives à la gestion du SAFF qui seront maintenues figurent l'établissement d'allocations minimales et maximales ainsi que le plafonnement des allocations pour les pays qui ne vont probablement pas absorber la totalité de leur allocation. En ayant recours au mécanisme de l'allocation maximale, le FIDA s'assurera que les pays membres continueront de recevoir des allocations conformes à la taille de leur population rurale, tout en empêchant une absorption excessive par les pays ayant les plus grandes populations rurales. Grâce au dispositif de l'allocation minimale, un programme opérationnel significatif peut être mis en place même dans les petits pays.

³³ Documents EB 2016/119/R.2/Rev.1 et EB 2016/119/R.2/Add.1.

55. Le plafonnement des allocations des pays restera soumis à la discrétion de la direction, mais les principes régissant cette discrétion seront explicités dans le manuel du SAFF que la direction rédigera après l'achèvement du processus de révision du SAFF. Comme c'est actuellement le cas, ces principes porteront sur des questions de capacité d'absorption, de performance du portefeuille ou de graves retards dans la mise en œuvre du portefeuille existant. La liste des pays plafonnés et les raisons y afférentes seront fournies par la direction dans le rapport annuel sur le SAFF présenté au Conseil d'administration.
56. Apprentissage. L'ENI a recommandé que le FIDA génère davantage d'apprentissage en rapport avec le SAFF. En décembre 2016, la direction a organisé, à l'intention du personnel, la première activité d'apprentissage consacrée au SAFF. Comme indiqué, lorsque le processus de révision sera achevé, la direction préparera un manuel du SAFF, pour diffusion interne et externe, afin de renforcer la transparence et la connaissance des allocations SAFF et de leurs modalités de gestion.
57. Informatisation et simulation du SAFF. Afin de rendre plus transparent le processus de calcul des allocations, la direction travaille, en partenariat avec la Division des technologies de l'information et des communications, à la mise au point d'un système informatisé qui calculerait automatiquement les allocations. En outre, elle prévoit d'ajouter de nouvelles fonctionnalités au système afin que les pays partenaires puissent simuler le processus et calculer les allocations qui en résultent.
58. CSD et FVM. Le fonctionnement du CSD au FIDA est en cours d'examen dans le contexte de la Consultation sur FIDA11. Cet examen pourrait déboucher sur une modification de la FVM actuellement appliquée dans le SAFF aux pays classés "rouge" ou "orange" au titre de l'analyse de la soutenabilité de la dette.

VII. Conclusion

59. Le Groupe de travail sur le SAFF a dûment pris note, à sa sixième réunion:
- des quatre scénarios présentés ci-dessus, qui reflètent différentes pondérations des variables qu'il a été convenu de faire figurer dans la formule révisée du SAFF;
 - de l'explication avancée par la direction selon laquelle les quatre formules renforcent l'accent mis sur la performance par comparaison avec la formule actuelle, tout en prévoyant des équilibres différents entre les composantes besoins et performance du pays;
 - du fait que la direction confirme que les quatre scénarios proposés sont conformes aux engagements pris par le FIDA eu égard aux financements à des conditions particulièrement favorables ainsi qu'aux financements accordés à l'Afrique subsaharienne;
 - de la recommandation de la direction en faveur de l'approbation du troisième scénario, option qui offre le meilleur équilibre entre les composantes besoins et performance (respectivement 48% et 52%) et qui concentre les allocations sur les pays qui ont, à la fois, le plus de besoins et les meilleurs résultats, comme le montre le graphique 3;
 - de l'avis de la direction, qui estime que l'accroissement du poids de la PAD, conjugué à la hausse de l'exposant de la composante performance, incite clairement le pays et les équipes de projet à améliorer la performance du portefeuille de projets du FIDA.
60. Le Groupe de travail sur le SAFF se félicite du travail approfondi mené par la direction pour analyser et élaborer les scénarios. Il prend bonne note de la proposition de la direction concernant le troisième scénario et recommande que le Conseil d'administration reporte la conclusion de l'examen du SAFF, afin qu'il puisse être examiné en vue de son approbation à la session de septembre 2017 du Conseil

d'administration, ce qui laisserait le temps d'approfondir l'analyse de certains points³⁴.

VIII. La voie à suivre

61. Poursuivant cette démarche –et pour finir d'honorer ses engagements eu égard à la révision du SAFP –, la direction continuera de s'employer à automatiser le processus de calcul, à faciliter les simulations et à agréger les données sous un format de type tableau de bord. Elle publiera le manuel du SAFP, qui décrira le processus de calcul et les règles de gestion permettant d'améliorer la cohérence et la transparence. De plus, la direction formulera des procédures et des orientations pour les usagers en ce qui concerne les nouveaux scores de la PSR, à tester avant FIDA11. Enfin, elle veillera à rendre opérationnelle la définition des "situations de majeure fragilité" afin que son application soit homogène et coordonnée avec le SAFP.

³⁴ Les points qui feront l'objet d'une analyse plus approfondie seront mentionnés dans le procès-verbal de la sixième réunion du Groupe de travail sur le SAFP.

Variables incluses dans la formule révisée du SAFP

	<i>Population rurale</i>	<i>Revenu national brut par habitant</i>	<i>Indice de vulnérabilité spécifique au FIDA</i>	<i>Performance du secteur rural</i>	<i>Portefeuille et décaissements</i>
Description	Population rurale d'un pays	Revenu national brut par habitant	Indicateur de vulnérabilité axé sur la pauvreté rurale, la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et le changement climatique	Score de performance du secteur rural, sur une échelle de 1 à 6	Note évaluant la performance en termes de portefeuille et de décaissements, sur une échelle de 1 à 6
Dimensions saisies	Ampleur des besoins en rapport avec le nombre de personnes concernées	Niveau de richesse individuelle moyenne	Vulnérabilité d'un pays aux facteurs clés de la pauvreté rurale	Efficiences des politiques concernant spécifiquement le secteur rural et des politiques plus générales qui ont une influence directe sur ce secteur	Niveau de risque pour les projets inclus dans le portefeuille du pays
Valeurs mesurées	Proportion de la population totale d'un pays qui vit effectivement en milieu rural	Revenu annuel par habitant, en dollars des États-Unis	Indice regroupant 12 indicateurs de même pondération, qui mesure la vulnérabilité rurale en termes d'exposition, de sensibilité et d'insuffisance de capacité d'adaptation face à des causes ou événements endogènes et exogènes	Réactivité des politiques publiques face aux besoins de la population rurale pauvre, au regard de six aspects différents; c'est la moyenne des réponses aux 19 questions qui donne le score final	Incidence dans le portefeuille des projets présentant effectivement des problèmes compte tenu de leur taille, de leur âge et de leur niveau de décaissement
Source	Banque mondiale, indicateurs du développement dans le monde	Banque mondiale, indicateurs du développement dans le monde – méthode Atlas, conversion en USD	FIDA	FIDA	FIDA

Variable portefeuille et décaissements (PAD)

1. La mesure actuelle de la performance du portefeuille du FIDA tient compte de plusieurs aspects et critères pour noter les projets:
 - i) statut de "projet à problèmes effectifs" (E);
 - ii) statut de "projet à problèmes potentiels" (P);
 - iii) statut "sans risque" (S);
 - iv) persistance dans le temps du statut; et
 - v) sensibilité à la taille du portefeuille, exprimée en nombre de projets.
2. Pour intégrer au SAFP la performance des opérations en cours financées par le FIDA, le FIDA utilise une matrice qui transforme les divers statuts de performance en une valeur comprise entre 1 et 6, comme indiqué au tableau 1.

Tableau 1

Matrice de transformation servant à attribuer la note PAR avant la révision

Performance du portefeuille	Nombre de projets actifs de l'emprunteur		
	1 projet	2 projets	3 projets ou plus
6	Projet jugé "sans risque" pendant au moins deux années consécutives	Deux projets jugés "sans risque" pendant au moins deux années consécutives	Proportion de PAR de 0% pendant au moins deux années consécutives
5	Projet jugé "sans risque"	Deux projets jugés "sans risque" (S+S)	Proportion de PAR de 0%
4	Projet à problèmes potentiels, mais dont la note cumulée pour les progrès dans la mise en œuvre et l'objectif de développement est inférieure à 4	Un projet jugé "sans risque" et un projet à problèmes potentiels (S+P)	Proportion de PAR de 0 à 34%
3	Projet à problèmes potentiels, et note cumulée pour les progrès dans la mise en œuvre et la probabilité d'atteindre l'objectif de développement égale à 4 (2+2)	Deux projets à problèmes potentiels ou un projet jugé sans risque et un projet à problèmes effectifs (P+P ou S+E)	Proportion de PAR de 35 à 67%
2	Projet à problèmes effectifs	Un projet à problèmes potentiels et un projet à problèmes effectifs ou deux projets à problèmes effectifs (P+E ou E+E)	Proportion de PAR de 68 à 100%
1	Projet à problèmes effectifs pendant au moins deux années consécutives	Un projet à problèmes potentiels et un projet à problèmes effectifs ou deux projets à problèmes effectifs pendant au moins deux années consécutives	Proportion de PAR de 100% pendant au moins deux années consécutives

3. Avec ce nouveau calcul proposé pour la variable PAR, on abandonne l'approche qualitative fondée sur la matrice de transformation figurant au tableau 1 pour adopter une formule plus simple qui repose sur des mesures quantitatives.

La formule proposée

4. La méthode proposée comporte deux changements principaux:
 - a) Elle exclut les projets à problèmes potentiels, afin de ne pas pénaliser le repérage précoce de difficultés potentielles et d'encourager la mobilisation d'un soutien opérationnel supplémentaire avant qu'un projet ne présente un risque effectif.
 - b) Elle inclut un indicateur de décaissement parce que la capacité à décaisser des ressources de façon prompt et efficiente, aux fins du financement de la mise en œuvre du projet, est considérée comme un indicateur de la réussite future du projet.

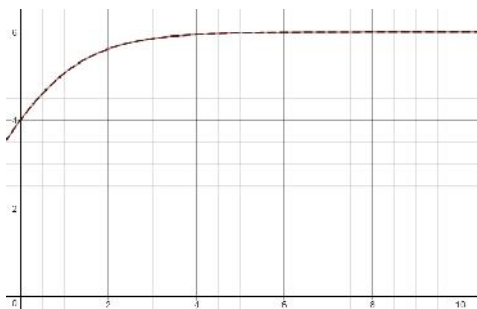
Calcul des composantes de la variable PAD

5. Projets à problèmes effectifs (PPE). Les projets à problèmes potentiels étant exclus, la performance du portefeuille actif d'un pays est mesurée uniquement à l'aune des PPE, calculés comme suit:
- Supposons que x est le nombre de PPE figurant dans un portefeuille actif composé de p projets pour le pays (p = taille du portefeuille).
 - Le ratio de PPE est défini comme x/p .
 - La note de la variable PPE est égale à $(1-x/p)$: la performance la plus élevée est 1 (aucun projet ne présente de problèmes effectifs), et la plus basse est 0 (tous les projets présentent des problèmes effectifs).

$$PPE = \left(1 - \frac{x}{p}\right)$$

6. Taille du portefeuille. La méthode suggérée pour noter la variable PAD établit une différence entre petits et grands portefeuilles: la PAD reflète ces différences de taille par le biais d'une fonction logistique. Cette fonction offre une différenciation fine, en fonction de la taille du portefeuille actif, de la note maximale qu'un pays peut obtenir. Ainsi, la fonction accroît progressivement la note de la PAD selon le nombre de projets actifs figurant dans un portefeuille de projets donné pour un pays, en récompensant les portefeuilles de grande taille, mais sans pénaliser les petits portefeuilles.

$$\text{Taille du portefeuille} = \left(\frac{6}{1 + 0.5e^{-p}}\right)$$



7. Ratio de décaissement. La possibilité de mesurer la capacité à financer la mise en œuvre des projets de façon prompt et efficace a conduit à inclure un indicateur à ce titre, le ratio de décaissement (RD). Ce ratio est le rapport entre le montant effectif des ressources décaissées à ce jour et les ressources disponibles pour décaissement sur l'année d'exécution en cours:

$$RD = \frac{\text{total des ressources décaissées à ce jour}}{\text{montant disponible pour décaissement en début d'année}} \in [0,100]$$

8. Le RD varie de 0 à 100% pour chaque projet; une fois calculé, il entre dans l'équation en tant que facteur d'actualisation, z , qui varie de 0 à 1 en suivant l'âge du portefeuille.

9. Âge du portefeuille. Comme dans l'ancien calcul de la variable PAR, la nouvelle formule prend en considération l'âge de chaque projet figurant dans le portefeuille: plus le projet est récent, plus grande est la tolérance à l'égard de son ratio de décaissement.

Inclusion du ratio de décaissement et de l'âge du portefeuille

$$z = \frac{1}{\sum \text{âge du projet}} \sum \text{âge du projet} (1 - RD)$$

10. Le facteur d'actualisation est une moyenne pondérée qui tient compte à la fois de l'âge et du RD de chaque projet figurant dans le portefeuille. Afin de ne pas pénaliser les nouveaux projets, le facteur d'actualisation augmente avec l'âge.

Formule finale de la PAD

11. La formule finale proposée pour le calcul de la note PAD est la suivante:

$$PAD = \left(\frac{6}{1 + 0.5e^{-p}} \right) \left(1 - \frac{x}{p} \right) - z$$

12. Où p est le nombre total de projets actifs dans le portefeuille du pays (taille du portefeuille); x est le nombre de PPE; et z est le facteur d'actualisation résultant du ratio de décaissement combiné à l'âge du portefeuille.

Persistance du statut

13. Une fois la PAD calculée, elle est notée en fonction de la persistance du statut de chaque projet: si, au cours des deux années précédentes, la PAD a été inférieure à 3, elle est considérée comme égale à 1; si, à l'inverse, elle a été supérieure à 4 les deux années précédentes, elle est considérée comme égale à 6.
14. Enfin, afin d'éviter des valeurs manquantes et de fortes fluctuations d'une année sur l'autre, le calcul du SAFP utilise une moyenne mobile de la PAD sur trois ans.

La formule révisée du SAFF et les pays présentant des situations de majeure fragilité (MFS)

1. À sa cent dix-neuvième session, en décembre 2016, le Conseil d'administration a approuvé la Stratégie d'engagement du FIDA dans les pays présentant des situations de fragilité³⁵. Cette stratégie propose une nouvelle définition de la fragilité ainsi qu'une nouvelle méthode pour recenser les pays présentant des situations de majeure fragilité. La nouvelle définition de la fragilité est la suivante:

"La fragilité est une situation de grande vulnérabilité aux chocs, naturels ou provoqués par l'homme, qui s'accompagne souvent d'un risque élevé de violence et de conflit. La faiblesse des structures de gouvernance et le manque de capacités des institutions constituent un commun dénominateur et une conséquence des situations de fragilité. En règle générale, les situations de fragilité créent un environnement peu favorable à une transformation inclusive et durable du monde rural; elles se caractérisent par des crises prolongées et/ou périodiques ayant des répercussions fréquentes sur l'agriculture paysanne et la sécurité alimentaire."
2. Pour recenser les pays présentant des situations de fragilité, la stratégie utilise des indicateurs mesurant la capacité institutionnelle et les situations de conflit.
 - i) capacité institutionnelle: pays obtenant la note la plus basse de performance du secteur rural (PSR) (correspondant environ au quintile inférieur); et
 - ii) situations de conflit: a) pays dans lesquels sont présentes des forces de maintien de la paix, régionales ou des Nations Unies; et b) pays où le niveau d'alerte est "très élevé" ou "élevé" selon l'indice du Fonds pour la paix.
3. Les pays classés en situation de majeure fragilité sont ceux auxquels s'applique l'un de ces trois indicateurs. Le tableau 1 présente la liste des pays du FIDA présentant des situations de majeure fragilité (MFS) en 2016; reposant sur la méthode décrite dans la stratégie, elle compte au total 30 pays.
4. Dans le cadre de la révision de la formule actuelle du SAFF et des processus y afférents, la direction s'est engagée à étudier des moyens d'allouer des ressources supplémentaires aux pays MFS. La PSR est le seul dénominateur commun entre les variables du SAFF et les indicateurs servant à définir les MFS. Dix-sept pays, soit 63% des pays en MFS, sont classés dans cette catégorie en raison de leur faible score PSR. Les autres pays y sont parce qu'ils sont visés par au moins l'un des deux autres indicateurs.
5. Du fait que la PSR est le seul dénominateur commun entre la formule du SAFF et les indicateurs des MFS, il semble intuitivement logique que des modifications de la variable PSR offrent une piste pour étudier l'allocation de ressources additionnelles aux MFS par le biais du SAFF. Cependant, la variable PSR fait partie de la composante performance du pays de la formule du SAFF. Étant donné que la formule vise à récompenser les pays obtenant de bonnes performances et que, par définition, les pays en MFS ont un faible score de PSR, ils ne peuvent pas recevoir des ressources additionnelles grâce à un accroissement du poids de la PSR dans la formule. À l'inverse, une réduction du poids de la variable PSR atteindrait l'effet recherché, mais serait contraire à la nature du SAFF, fondé sur la performance.
6. Dans le cadre de la révision du SAFF, la direction a inclus l'indice de vulnérabilité spécifique au FIDA (IVF) dans la composante "besoins du pays" de la formule. Grâce à cet ajout, plus un pays est vulnérable, plus son score IVF est élevé, et plus grande est l'incidence de l'IVF sur l'allocation. Parce que le groupe des pays les plus vulnérables et le groupe des pays MFS se recoupent en partie (17 des 30 pays MFS sont aussi dans les deux quintiles les plus élevés de l'IVF), certains pays MFS reçoivent des ressources additionnelles grâce à l'introduction de l'IVF dans la formule. Au total, les pays MFS bénéficient d'un accroissement de 3% de leur allocation.

³⁵ Document EB 2016/119/R.4.

Tableau 1
Pays en situation de majeure fragilité (MFS) à la fin de décembre 2016

<i>Pays</i>	<i>Quintiles de la PSR</i>	<i>Niveau d'alerte</i>	<i>Présence d'une mission de maintien ou de consolidation de la paix</i>	<i>Variation de l'allocation due à l'IVF (+/-)</i>
Afghanistan ^a		Élevé	Oui	/
Bosnie-Herzégovine			Oui	-
Burundi	Quintile inférieur	Élevé	Oui	+
République centrafricaine	Quintile inférieur	Très élevé	Oui	+
Tchad	Quintile inférieur	Très élevé		+
République démocratique du Congo ^a	Quintile inférieur	Très élevé	Oui	/
Côte d'Ivoire	Quintile inférieur		Oui	-
Guinée	Quintile inférieur	Élevé		+
Guinée-Bissau	Quintile inférieur		Oui	+
Haiti	Quintile inférieur	Élevé	Oui	+
Iraq		Élevé	Oui	+
République populaire démocratique de Corée ^a	Quintile inférieur			/
Liban			Oui	+
Libéria	Quintile inférieur		Oui	+
Mali			Oui	+
Myanmar	Quintile inférieur			-
Niger				+
Pakistan		Élevé		=
Papouasie-Nouvelle-Guinée	Quintile inférieur			-
Sao Tomé-et-Principe	Quintile inférieur			+
Sierra Leone			Oui	+
Somalie ^b			Oui	/
Soudan du Sud	Quintile inférieur	Très élevé	Oui	+
Soudan		Très élevé	Oui	+
République arabe syrienne ^b			Oui	/
Tadjikistan	Quintile inférieur			+
Togo	Quintile inférieur			+
Ouzbékistan	Quintile inférieur			-
Gaza et Cisjordanie ^b			Oui	/
Yémen		Très élevé		+

^a Ces pays ont fait l'objet d'un plafonnement au titre de FIDA10.

^b Actuellement, le FIDA ne mène pas d'opération dans ces pays.

The enhanced Rural Sector Performance Assessment

Rationale and process for the review of the Rural Sector Performance Assessment

IFAD's Rural Sector Performance Assessment (RSPA) measures the quality of policies and institutions in the rural sector for achieving rural development and rural transformation benefitting the poor. The Corporate Level Evaluation (CLE) of IFAD's Performance-based Allocation System³⁶ recommended that IFAD refine the RSPA by revisiting the indicators and questions in order to "reflect emerging priorities, opportunities and challenges in the rural sector" as well as strengthen and make more uniform the process through which RSPA scores are determined.³⁷

In line with this recommendation, Management has revised the RSPA through an inter-divisional consultative process involving technical specialists in PTA, CPMs, LREs, LPAs and other resource persons to understand content and procedural related challenges when undertaking a RSPA. Additionally, extensive discussions were held with the Executive Board Working Group on PBAS. The revised RSPA is hereby presented to the EB for approval.

Review and Changes to the RSPA

In line with the CLE recommendation, Management has revised the RSPA in order to capture robust information about the policy framework of a country, both on paper and in practice, and to focus on areas specific to the rural sector (e.g. the quality and quantity of attention placed on rural development by the government). It also focuses on areas which impact on a country's rural sector (e.g. the macroeconomic setting, including the exchange rate and trade rate regimes). Moreover, the questions included in the RSPA have been updated in order to be consistent with IFAD Strategic Framework 2016-2025, including prioritized cross-cutting issues.

The revised RSPA has been streamlined into 6 (rather than 12) categories, with a more limited set of sub-questions. The new questionnaire (see below) utilizes a similar methodology to that used by the World Bank's Country Policy and Institutional Assessment (CPIA). It identifies data sources for various topics to guide country teams to make their assessment. Countries will continue to be scored on a 6-point scale. In an attempt to minimize the possible subjectivity in the country scores, IFAD staff that will complete the RSPA will be required to provide a short justification and supporting data.

The country scoring process

Country teams should utilize the attached questionnaire and data guide to gather and structure data in support of their answers. Supporting explanations should be kept relatively short (e.g. 2 short paragraphs) and should cite the specific data. CS are reviewed once every three years in advance of IFAD's replenishment negotiations.

However, the assessment criteria may be used to support country policy engagement/dialogue during other periods, notably during the design and revision of country COSOPs and Country Strategy Notes (CSNs).

Once completed, country teams and LREs can benchmark outcomes against other well-known metrics such as the World Governance Indicators, elements of the Doing Business Index, and, where available, the Business of Agriculture Index.

Benchmarked indicators and accompanying assessments should be shared among a peer review group, which operates in two phases. First, LREs conduct a review exercise to ensure that there is a consistent application of the criteria across all countries within their region; second, selected countries (approximately 25% of total countries) are then benchmarked through a peer review system across regions, staffed by PTA / OPE and the regional economists.

³⁶ EB 2016/117/R.5.

³⁷ EB 2016/117/R.5., page ix.

Criteria

The RSPA is grouped into six clusters and contain a total of 19 questions (see box below). Scores are provided on a scale of 1 (low) to 6 (high). They are defined at each level for each question. Country scores should reflect a variety of indicators and observations based on country knowledge generated by IFAD, available indicators, specific analytical work, policy discussions, or work done by other agencies, development partners or researchers. Specific sources of data are given for each question.

Policies and legal framework for ROs and rural people

- Policies and framework for rural development and rural poverty alleviation
- Legal frameworks for and autonomy of rural people's organizations
- Representation and influence of ROs and rural people

Rural governance, transparency and public administration

- Quality and transparency of public resources for rural development
- Accountability, transparency and corruption

Environmental policies and practice

- Environmental assessment policies and grievances
- National climate change adaptation policies and cross-governmental coordination
- Access to land
- Access to water

Financial policy, access to services & markets

- Access to rural financial services
- Investment climate for rural business
- Access to agricultural input and produce markets
- Access to extension services

Nutrition and gender equality

- Application of nutrition policy
- Application of gender equality

Macroeconomic management, policies and conditions for rural development

- Monetary and exchange rate policies
- Fiscal and tax policy
- Debt policy
- Trade policy

Questionnaire

Section 1 Policies and Legal Frameworks for rural women and men and their organizations

1.1 Policies and framework for rural development and rural poverty alleviation

To what extent does the government prioritize strategies for and investment in the rural poor, including smallholder farmers, landless peoples and other rural poor? Core indicators are: 1) 5-10 year trends in rural poverty and deprivation; 2) the quality and focus of national development strategies, and rural development strategies, and their application in practice; 3) the presence and application of specific strategies for rural transformation and the development of the rural non-farm economy (RNFE).

Key Sources:

- National statistics on rural poverty
- IFAD documents (project documents, COSOPs) providing trends on rural poverty and qualitative assessment of development priorities
- National development strategies and more specific policies / strategies related to rural development
- Analysis of budgetary allocations for rural development
- Write ups by various agencies, think tanks, academics
-

* Justification should look at 5-10 year trends in rural poverty and deprivation and cite them in addition to a qualitative judgement about policies. *

1. The prioritization of the rural poor and of rural development more broadly is highly unsatisfactory.
2. The prioritization of the rural poor and rural development in the policy framework is unsatisfactory.
3. The prioritization of the rural poor and rural development in the policy framework is moderately unsatisfactory.
4. The prioritization of the rural poor and rural development in the policy framework is moderately satisfactory.
5. The prioritization of the rural poor and rural development in the policy framework is satisfactory.
6. The prioritization of the rural poor and rural development in the policy framework is highly satisfactory.

Score

1.2 Legal frameworks for and autonomy of rural people's organizations

Please determine to what extent rural people can organize into autonomous groups. Core indicators are: 1) facilitation of formation and registration of formalized groups; and 2) autonomy from interference in their ownership, management and financing.

Key Sources:

- National legislation
- IFAD documentation (project / COSOP documentation, previous RSPA)
- Research assessments by international organizations or academic partners
-

* Justification should provide qualitative evidence about registration and autonomy, complemented with data (e.g. days to register) where available.*

Ratings

1. Policy and legal frameworks prevent the formation and registration of grass roots organizations.
2. Policy and legal frameworks allow for the formation and registration of grass roots organizations with significant difficulty and delays; such organizations have heavily restricted autonomy and independence in their ownership, management and financing.
3. Policy and legal frameworks allow for the formation and registration of grass roots organizations with moderate delays and difficulties; such organizations have restricted autonomy and independence in their ownership, management and financing.
4. Policy and legal frameworks allow for the formation and registration of grass roots organizations with minor delays and difficulties, generating incentives to formalization. Such organizations have moderate autonomy and independence in their ownership, management and financing.
5. Policy and legal frameworks allow for the formation and registration of grass roots organizations and set incentives for doing so. Such organizations usually have autonomy and independence in their ownership, management and financing.
6. Policy and legal frameworks allow for the efficient formation and registration of grass roots organizations and set incentives for doing so. Such organizations have full autonomy and independence in their ownership, management and financing.

Score

1.3 Representation and influence of ROs and rural people

Please determine to how well poor rural women and men are represented in local and national policy making processes. Core indicators include: 1) the extent to which poor rural women and men are represented and have power in rural organizations; 2) the influence of rural organizations on governmental decision-making processes.

Key Sources:

- National legislation
- IFAD documentation (project / COSOP documentation, previous RSPA)
- Research assessments by international organizations or academic partners
-

* Justification should provide qualitative evidence about representation and influence, complemented with data where available.*

Ratings

1. Poor rural women and men are not represented in rural organizations. ROs have no influence at all on governmental decision making.
2. Poor rural women and men are unrepresented in rural organizations. ROs have almost no influence on governmental decision making.
3. Poor rural women and men are seldom represented in rural organizations and rarely have influence on decision making. ROs have little influence on governmental decision making.
4. Poor rural women and men are represented to some extent in rural organizations and have some influence on decision making. ROs have some influence on governmental decision making.
5. Poor rural women and men are well represented in rural organizations and have influence on decision making. ROs have influence on governmental decision making.
6. Poor rural women and men are equitably represented in rural organizations and have the same influence on decision making. ROs have substantial influence on governmental decision making.

Score

Section 2: Rural governance, transparency and public administration

2.1 Quality and transparency of resources for rural development

Please determine the quality of public resources available for rural development, and the transparency of their allocation. Core indicators are: 1) whether allocated resources for rural areas (agricultural and non-agricultural) are pro-poor; 2) whether resources are allocated transparently / in a participatory fashion; 3) whether budgeted resources are spent as expected.

Key Sources

- National laws on budgetary process, including level of decentralization
- Analysis of national budgetary data – allocations vs. spend via available public expenditure reviews / surveys or other sources
- PRSP / National development strategy
- Data from the World Bank (e.g. agricultural value added, or work force in agriculture) vs. budgetary allocations or other comparisons (e.g. percentage of national budget allocated to agriculture and rural development)
- Data from FAO on the share of public expenditure being allocated to R&D
- IMF Article IV consultation reports where applicable
- Teams may seek external papers and analysis by academics, IMF, World Bank, regional MDBs, other institutions on public spending in the rural and agricultural sector

Justification paragraph should include quantitative data table with 5-10 year trend on budgetary allocations and spending + qualitative assessment with citations

Ratings

1. The quality and transparency of public spending on the rural sector is highly unsatisfactory in prioritizing the rural poor. Local actors have no say in budgetary allocations and budget allocations are arbitrary and disregard policy priorities. There are major deviations and reallocation of budget with very unclear rules.
2. The quality of public spending on the rural sector is unsatisfactory in prioritizing the rural poor. Local actors have very little say in budgetary allocations and budget allocations are seldom reflect policy priorities. There are important deviations and reallocation of budget with unclear rules.
3. The quality of public spending on the rural sector is moderately unsatisfactory in prioritizing the rural poor. There is weak participation of local actors (including local governments) in budgetary allocations and these allocations respond only weakly to policy priorities. There are some deviations from allocations.
4. The quality of public spending on the rural sector is moderately satisfactory in prioritizing the rural poor. There is some participation of local actors (including local governments) in budgetary allocations and these allocations respond partially to policy priorities. There are few deviations to allocations.
5. The quality of public spending on the rural sector is satisfactory in prioritizing the rural poor. There is participation of local actors (including local governments) in budgetary allocations and these allocations are transparent and mostly respond to well-defined policy priorities. Allocations are largely respected, with deviations undertaken in a transparent manner.
6. The quality of public spending on the rural sector is highly satisfactory in prioritizing the rural poor. There is full participation of local actors (including local governments) in budgetary allocations and these allocations are fully transparent and respond to well-defined policy priorities. There is full transparency about any minor deviations to cover emergency type funding as needed.

Score

2.2 Accountability, transparency and corruption

Please determine the extent to which government is accountable, transparent and honest by assessing the quality of democracy and other well-known indicators of corruption. Core indicators include: 1) the extent to which there are effective checks and balances on power, and 2) the extent to which there is corruption and sanctions for that corruption. Where it is possible to distinguish between the quality of democracy, accountability and corruption at the rural level (rather than at the national level more broadly) and provide justification, this should be done.

Key Sources

- Metrics of democracy, checks and balances and government stability, notably: Freedom House Political Rights index, Polity IV index on democracy and rights, World Bank Database of Political Institutions for variables in the category "Stability and Checks & Balances", especially for legal checks and balances and comparative scores, Transparency International reports.
- Measures of the attention paid to rural issues in parties utilizing the World Bank's Database of Political Institutions for variables including executive and parties of government / opposition (e.g. EXECRURAL).³⁸
- National policies on rural development and agriculture and other national specific information about consultation processes and responsiveness to rural smallholder interests.
- Measures of transparency and corruption, notably Transparency International's (TI) Corruption Perception Index.
- Specific policy and research papers on issues related to democracy, governance, accountability and corruption at the local level produced by international organizations or research bodies.

Justification paragraph should include quantitative data on governance, democracy, checks and balances and corruption + qualitative assessment with citations which may provide more specificities about rural conditions or IFAD specific conditions (e.g. procurement, access to information) on these topics. TI should be used as the key source for corruption.

Ratings

1. There are no checks and balances on executive power and rural poor women and men have no influence on executive's power and decisions – there is neither responsiveness nor accountability. There is no transparency mechanism in place and no information is made available at the local level. Corruption of public resources and bribery is common – there are no sanctions.
2. There are ineffective checks and balances on executive power and the government is almost never responsive or accountable to rural poor women and men. There is no transparency and information that reaches local levels is minimal. Corruption of public resources and bribery is widespread, not recognized as a problem and sanctions are almost inexistent.
3. There are somewhat effective checks and balances on executive power but the public sector is rarely responsive and accountable to rural poor women and men. There is limited transparency and the information that reaches local levels is of poor quality. Corruption of public resources and bribery often occurs and sanctions are weakly implemented.

³⁸ Note that this variable should be treated with some caution as declared interest in rural issues is not always consistent with prioritizing the needs of rural development / smallholder agriculture. In many countries over large periods of time, parties with an explicit interest in rural issues have been parties captured by land-holding elites or large scale agricultural producers.

4. There are largely effective checks and balances on executive power and the government is sometimes responsive and accountable to rural poor women and men. There is partial transparency and information that reaches local levels is mostly satisfactory. Corruption of public resources and bribery sometimes occurs and sanctions are implemented in most cases.
5. There is an effective system of checks and balances on executive power and the government is mostly responsive and accountable to rural poor women and men. There is transparency and information that reaches local levels is satisfactory. Corruption of public resources and bribery seldom occurs and sanctions are implemented.
6. There is an effective system of checks and balances on executive power and the government is fully responsive and accountable to rural poor women and men. There is a high degree of transparency and information of high quality reaches local levels. Corruption of public resources and bribery is absent and sanctions are systematically applied when occurring.

Score

Section 3: Natural Resources and Environmental Policies and Practices

3.1 Environmental assessment policies and grievance mechanisms

Please determine the extent to which environmental assessment legislation and policies exist and are applied, as well as the extent to which there are ways to bring grievances about environmental policies. Core Indicators include: 1) the extent of environmental assessment legislation; 2) grievance mechanisms for such legislation.

Key Sources

- Environmental indicators from the World Bank
- Environmental performance indicator, Yale University
- Key Environmental indicators from the OECD
- National policies and regulations
- Assessment of Borrowers environmental and social frameworks (MDBs)
- Research assessments on environmental policies from international institutions or research community

Ratings

1. Environmental Assessment (EA) policies and legislation are lacking. There is no grievance and/or judicial system to handle environment concerns.
2. EA policies and legislation exist, but are not applied. There is no grievance and/or judicial system and capacity to handle environment concerns.
3. EA policies and legislation exist, but are often not applied. A grievance and/or judicial system exists, but suffers significant gaps in reach and effectiveness.
4. EA policies and legislation are applied regularly in selected areas, but gaps exist. A grievance and/or judicial system exists, but suffers some gaps in reach and effectiveness.
5. EA policies and legislation are comprehensive and applied consistently, but limited findings are acted upon. There is a grievance and/or judicial system to handle environment concerns, with limited gaps in reach and effectiveness.
6. EA policies and legislation are comprehensive, effectively implemented and findings are acted upon. The grievance and/or judicial system effectively resolve complaints in a fair and timely manner.

Score

3.2 National climate change policies

Please determine the extent to which there is government coordination on issues related to climate change and the extent to which the government has and applies a national climate change policy or strategy. Core indicators include: 1) the existence and application of a national climate change strategy, policy, or action plan; 2) the extent of government coordination on topics related to climate change.

Key sources:

- Reporting to international bodies, such as the UNFCCC, on national progress under the conventions and other treaty like obligations. This includes National Communications and Nationally Determined Contributions (NDCs) to the UNFCCC, as well as National Adaptation Plans (NAPs, NAPAs)
- National legislation and strategies on climate change
- Research assessments on environmental and climate change policies from international institutions or research community

Ratings

1. There is no consideration of climate related impacts on development plans and investments. Incorporation and consideration of environmental risks and natural resources sustainability and productivity concerns by sector ministries is highly unsatisfactory.
2. A national climate change strategy or policy has been prepared and cost-effective measures to address climate-related risks are being explored. Incorporation and consideration of environmental risks and natural resources sustainability and productivity by individual sector ministries is unsatisfactory.
3. Building on national climate change plans, vulnerable sectors are starting to consider climate –related risks in plans and projects. Incorporation and consideration of environmental risks and natural resources sustainability and productivity concerns by sector ministries is moderately unsatisfactory.
4. Building on national climate change plans, vulnerable sectors weakly incorporate climate risks in plans and projects by allocating specific budgets to climate-related activities. Incorporation and consideration of environmental risks and natural resources sustainability and productivity concerns by sector ministries is moderately satisfactory.
5. Building on national climate change plans, vulnerable sectors incorporate climate risks in plans and projects and assign corresponding budgets to climate-related activities. Incorporation and consideration of environmental risks and natural resources sustainability and productivity concerns by sector ministries is satisfactory; some inter-ministerial coordination takes place.
6. Building on national climate change plans, vulnerable sectors incorporate climate risks in plans and projects, and cost-effective mitigation measures are being implemented. Incorporation and consideration of environmental risks and natural resources sustainability and productivity concerns by sector ministries is highly satisfactory; inter-ministerial coordination is effective.

Score



3.3 Access to land

Please determine the access afforded to rural people via the policy framework to land which is key to their capacity to undergo rural transformation. Core indicators include: 1) the nature of the land tenure system- including gender-based hindrance to land tenure and management; 2) the existence of land markets and the management of communal lands.

Key sources

- World bank indicators on land tenure and water / irrigation
- Land Governance Assessment Framework (LGAF) at country level
- USAID Land Links Country Profiles
- Land Gini coefficient (LGC) to measure land distribution (but not tenure security)
- National statistics, policies and legislation
- National development plans / PRSP
- Research prepared by international organizations or academic organizations on land tenure / land use
- Gender land rights database <http://www.fao.org/gender-landrights-database/en/>

Ratings

1. The policy framework for land tenure provides highly unequal access to land and no security (including for women, youth, minorities and indigenous people). Land administration is highly inefficient and non-transparent, does not consider customary systems when relevant and land markets are exclusively informal. There is no regulation regarding the management and use of common property resources.
The policy framework for land tenure provides unequal access to land and very limited security (including for women, youth, minorities and indigenous people). Land administration is inefficient with little transparency and weak capacity to address conflicts, does not consider customary systems when relevant, and land markets are mostly informal. There is unclear regulation regarding the management and use of common property resources.
The policy framework for land tenure infrequently provides equal access to land and is seldom secure (including for women, youth, minorities and indigenous people). Land administration shows major weaknesses and informal land markets are very important. There is unclear regulation and poor enforcement of regulation regarding the management and use of common property resources.
The policy framework for land tenure sometimes provides equal access to land and is sometimes secure (including for women, youth minorities and indigenous people). Land administration shows minor weaknesses, recognizing to some extent customary systems when relevant, and formal land markets exist. There is regulation and enforcement regarding the management and use of common property resources using to some extent customary rules when relevant, but these regulations and enforcement mechanisms are open to interpretation and not always consistent.
The policy framework for land tenure largely provides equal access to land and is mostly secure (including for women, youth, minorities and indigenous people). Land administration is generally efficient and transparent, recognises customary systems when relevant and land markets provide good access for rural poor. There is clear and routinely enforced regulation regarding the management and use of common property resources using customary systems when relevant.
The policy framework for land tenure provides equal access to land and is secure (including for women, youth, minorities and indigenous people). Land administration is efficient and transparent, recognises customary systems when

relevant, and rural poor have full access to land markets. There is fully transparent and systematically enforced regulation regarding the management and use of common property resources using customary systems when relevant.

Score

3.4 Access to water

Please determine the access afforded to rural people via the policy framework to water. Core indicators are: 1) whether the policy framework takes a comprehensive view of water access / use for rural livelihoods; 2) whether water resources are managed through representative mechanisms.

Key Sources

- UN Water indicators in the water sector
- FAO Aquastat
- National development plans / PRSP
- National statistics, policies and legislation
- Research prepared by international organizations or academic organizations on water access and use.

Ratings

1. No specific mention of water access and use in the development or rural policy framework. No policy or legal framework to govern water allocation and uses / conservation of water resources exist.
2. Development or rural policy framework makes passing mention of water access and use. Policy and legal framework to govern water allocation and uses / conservation of water resources in a representative manner are inadequate.
3. Development or rural policy framework covers water access and use but is inconsistent or incomplete. Policy and legal frameworks to govern water allocation and uses / conservation of water resources in a representative manner are incomplete.
4. Development or rural policy framework partially covers water access and use. Policy and legal frameworks to govern water allocation and uses / conservation of water resources in a representative manner exist but have weaknesses.
5. Development or rural policy framework covers water access and use adequately and relevantly. Policy and legal frameworks to govern water allocation and uses / conservation of water resources in a representative fashion are adequate.
6. Development or rural policy framework covers water access comprehensively and effectively. Policy and legal frameworks to govern water allocation and uses / conservation of water resources in a representative fashion exist and their use is strongly encouraged by the government.

Score

Section 4: Financial policy, access to services & markets

4.1 Access to and use of rural financial services

Please assess the extent to which the policy and legal framework creates an enabling environment for the provision of inclusive rural financial services. Core indicators include: 1) the extent and quality of the policy framework for rural finance; 2) rural financial inclusion (access and use); 3) the quality of regulation.

Key sources

- Metrics and data on access and usage of financial services (Data sources: WB Global Index; IMF Financial Access Surveys; WB Payment Systems Survey;)
- Metrics on number and scale of financial service providers (Data sources: WB Global Index, CGAP, IMF Financial Access Surveys; WB Global Payment System Survey)
- Data on access to informal financial services outreach of rural women and men (source: the Mix(data sources: Microfinance Associations; MIX market) ; Savix ; Finlab; FinScope)
- Metrics on financial capacity of enterprises and households (Data source: WB Enterprise Surveys; WB Financial Capability Surveys and OECD National Financial Literacy and inclusion Surveys; OECD SME scoreboard)
- Signatory and implementation status of the Maya Declaration (Data source: Alliance for Financial Inclusion)
- Other sources: MIX Market, FinScope (14 countries in SSA plus Pakistan and India)
- National policies, regulations and legislation
- IFAD project and supervision reports when related to rural finance
- Research reports from international institutions, private sector providers and academic institutions.

Justification paragraph should include quantitative data table with 5-10 year trend if available + qualitative assessment with citations

Ratings

1. No specific policy or legal framework in place and/or financial inclusion and rural financial services is highly unsatisfactory, i.e. not recognized as a development priority. Framework to promote and regulate rural finance inexistent.
2. Policy and legal framework for rural finance is unsatisfactory and does not encourage the development of sustainable rural financial services (access and usage is very low)³⁹. Framework to promote and regulate rural finance weak in design and enforcement.
3. Policy and legal framework for financial inclusion and rural finance is moderately unsatisfactory and access and usage is low.⁴⁰ Framework to promote and regulate rural finance shows significant weaknesses in design and / or enforcement.
4. Policy and legal framework for rural finance is moderately satisfactory and rural financial sector is expanding in terms of access and usage⁴¹ as well as household and business financial capacity and quality of services. Framework to promote and regulate financial inclusion and rural finance has some weaknesses in design, implementation or enforcement.

³⁹ For example, below 30%. All numbers are indicative and not IFAD policy. Such judgements should be complemented with reference to micro indicators which might provide a better sense of the health of the financial inclusion agenda in a given country.

⁴⁰ For example, around 45%.

⁴¹ For example, around 60%.

5. Policy and legal framework for financial inclusion and rural finance is satisfactory and rural financial sector is well developed in terms of access and usage⁴² as well capacity and quality of services. Framework to promote and regulate financial inclusion and rural finance is appropriate and enforced.
6. Policy and legal framework for financial inclusion and rural finance is highly satisfactory and rural financial sector is strong in terms of access and usage⁴³ as well capacity and quality of services. Framework to promote and regulate financial inclusion and rural finance is appropriate, enforced and stable (i.e. in place for more than 5 years).

Score

⁴² For example, around 75%

⁴³ For example, around 90%.

4.2 Investment Climate for Rural Business

Please measure the extent to which the government is actively promoting the development of a robust private sector in rural areas through the provision of an appropriate policy and legal framework, the and the subsequent extent to which SMEs or rural businesses are able to register, establish and grow their business.

Key sources

- IFAD documentation – project reports, COSOPs, supervision reports, etc.
- Doing Business Reports -- World Bank
- Enabling business of agriculture index (EBAI) – World Bank
- UNCATAD data on FDI in agribusiness
- Specific national policies, laws and regulations related to establishing/registering a (rural) business or SME

Justification paragraph should include quantitative data table with information from EBAI and other sources (e.g. DBI) if available + qualitative assessment with citations

Ratings

1. Existing policy and legal framework prohibits or severely hampers the establishment and registration of rural businesses or SMEs (through excessive bureaucracy, red tape, bribery, extortion, and other measures that make it extremely difficult to open and establish a private sector business in rural areas).
2. Existing policy and legal framework strongly limits the establishment and registration of rural businesses or SMEs (through heavy bureaucratic constraints and red tape).
3. Existing policy and legal framework partially limits the establishment and registration of rural businesses or SMEs (bureaucracy and red tape are normal impediments but can be overcome)
4. Existing policy and legal framework moderately encourages the establishment/registration of rural businesses or SMEs but some moderate bureaucratic inefficiencies still exist and could be improved.
5. Existing policy and legal framework encourages the establishment/registration of rural businesses or SMEs, has minimal bureaucratic inefficiencies, and may provide incentives to establish a business (e.g. one stop shops to establish a business, tax incentives, subsidized business development services and/or financial incentives to establish a business).
6. Existing policy and legal framework strongly encourages the establishment/registration of rural businesses or SMEs, has no bureaucratic inefficiencies, and provides both financial or non-financial incentives (one-stop shops, tax incentives, subsidized business development services, subsidized finance, etc.)

Score

4.3 Access to agricultural input and produce markets

Please measure the extent to which existing agricultural input markets and produce markets at reliably providing value for money to smallholders for inputs and the highest proportion of the retail price for produce. Core Indicators include: 1) the number of relevant actors in the market; 2) the extent to which the regulatory environment is enabling; 3) the level of competition for optimizing prices for poor producers.

Key Sources:

- IFAD documentation, i.e. supervision reports, COSOPs, project documentation
- Sector policy documents
- Doing business in agriculture index
- Research papers written by other external actors

Justification paragraphs should provide quantitative information about market conditions, citing sources, and add a qualitative assessment about the extent to which the policy framework is enabling.

Ratings

1. Inputs are difficult to find in rural areas. Quality is not assured. Timing of input supply is at times out of sync with production seasons. Prices for inputs are fixed. Produce markets for key commodities are dominated by one buyer; or are characterized by producers having few or unreliable buyers for their produce at rural level.
2. Agricultural input markets are dominated by a single or very few suppliers. Availability, quality, quantity and timing of inputs are unpredictable. Produce markets for key commodities are dominated by one buyer; or are characterized by producers having few or unreliable buyers for their produce at rural level.
3. Agricultural input markets are somewhat competitive and availability, quality, quantity and timing of inputs are reasonable, if producers can afford the inputs. Produce markets for key commodities are dominated by one buyer; or are characterized by producers having few or unreliable buyers for their produce at rural level.
4. Agricultural input markets are somewhat competitive and availability, quality, quantity and timing of inputs are reasonable, if producers can afford the inputs. Produce markets for key commodities are also somewhat competitive and are characterized by formal and informal traders regularly seeking producers' produce at rural level.
5. Agricultural input markets are competitive and availability, quality, quantity and timing of inputs are reasonable. Produce markets for key commodities are also competitive and are characterized by formal traders regularly seeking producers' produce at rural level.
6. Input and produce markets are extremely competitive and reliable. A wide range of seeds, pesticides and fertilizers are reliably available. Certification of new products is fast and regulation of markets is largely apolitical.

Score

4.4 Access to extension services

Please determine to what extent the policy framework adequately provides opportunities for smallholder farmers to access public or private extension services. Core indicators include: 1) The framework for extension service provision; 2) the reach of the extension system; 3) the inclusiveness and quality of the extension system and its messages.

Key Sources

- National policies
- IFAD documentation (projects, COSOPS, previous RSP)

Ratings

1. The policy framework is highly unsatisfactory (in terms of policies, laws, financial and technical support) in the provision of opportunities of poor, rural women and men to access private or public extension services. The extension system is non-existent.
2. The policy framework is unsatisfactory (in terms of policies, laws, financial and technical support) in the provision of opportunities of poor, rural women and men to access private or public extension services. The extension system almost never reaches poor farmers.
3. The policy framework is moderately unsatisfactory (in terms of policies, laws, financial and technical support) in the provision of opportunities of poor, rural women and men to access private or public extension services. The extension system seldom reaches poor farmers.
4. The policy framework is moderately satisfactory (in terms of policies, laws, financial and technical support) in the provision of opportunities of poor, rural women and men to access private or public extension services. The extension system sometimes reaches poor, rural women and men; efforts are being made to improve access and the quality of messages.
5. The policy framework is satisfactory (in terms of policies, laws, financial and technical support) in the provision of opportunities of poor, rural women and men to access private or public extension services. The extension system generally reaches poor farmers with mostly appropriate messages.
6. The policy framework is highly satisfactory (in terms of policies, laws, financial and technical support) in the provision of opportunities of poor, rural women and men to access private or public extension services. The extension system efficiently reaches poor farmers and provides appropriate messages.

Score

Section 5: Nutrition and gender equality

5.1 Nutrition policy framework and outcomes

Please measure the extent to which nutrition (rather than, or in addition to, food security) is mainstreamed in government policies and institutions. Core Indicators include: 1) the attention placed on nutrition in national development strategies; 2) the extent to which there is cross-ministerial collaboration in multi-sector teams, policies and working groups, and 3) the existence and implementation status of national nutrition strategies

Key sources

- SUN Country Reports
- Global Nutrition Reports
- National development strategies / PRSP / Multi-sectoral strategies
- Other national policies, regulations and strategies
- Research reports by international organizations and academic sources on nutrition policy in specific countries.

* While justification paragraphs may seek to reference data collected from international sources on micro-nutrient intake adequacy, stunting, wasting, underweight, obesity and dietary diversity, these metrics are captured in the needs aspect of the formula and should only support the qualitative assessments about the specific policy setting as given in the core indicators above.*

Ratings

1. Nutrition is not mentioned in the national development strategy and there is no cross-governmental work. There is no national nutrition strategy or it is achieving highly unsatisfactory outcomes.
2. Nutrition is given minimal attention in the national development strategy and mechanisms for cross-governmental work are very limited and highly ineffective. There is a poorly defined national nutrition strategy which is achieving unsatisfactory outcomes.
3. Nutrition is given minimal attention in the national development strategy and mechanisms for cross-governmental work are limited and often ineffective. There is a poorly defined national nutrition strategy which suffers implementation challenges.
4. Nutrition is given moderate attention in the national development strategy and mechanisms for cross-governmental work are moderate and partially effective. There is a national nutrition strategy which is achieving moderately satisfactory outcomes.
5. Nutrition is prioritized in the national development strategy and mechanisms for cross-governmental work are present and usually effective. There is a national nutrition strategy which is achieving satisfactory outcomes.
6. Nutrition is a core priority in the national development strategy and mechanisms for cross-governmental work are robust and highly effective. There is a national nutrition strategy which is achieving highly satisfactory outcomes.

Score



5.2 Policy framework for gender equality

Please assess the extent to which the policy framework and customary traditions encourage economic empowerment for women and men, equal voice and decision making for women and men and equitable work-loads. Core indicators include: 1) the extent to which rural women and men have the same opportunities and benefits of accessing and controlling productive resources (land, inputs, credit); 2) the extent to which rural women and men can participate in decision making processes (at local and national level); 3) the sharing of economic and social benefits.

Key sources

- Gender Development Index (UNDP)
- Gender Inequality Index (UNDP)
- Social Institutions and Gender Index (OECD)
- Women's empowerment in agriculture index (IFPRI, where available)
- Human Development Report
- National policies, laws and regulations
- Statistics on gender based violence
- Research reports by international organizations and academic sources on gender equality in specific countries.

* Justification paragraphs should cite the GDI, GII, SIGI indexes and other indexes as available, including trends if possible, to support qualitative assessments*

Ratings

1. The policy, legal and customary framework for rural development effectively blocks women's economic empowerment in terms of access and control over productive inputs (land, finance, production inputs, infrastructure and natural resources). Women are usually absent from decision and policy making bodies such as formal organizations, cooperatives, local councils and parliament. Workloads are heavily unequal. GDI/GII ranks generally in group 5.⁴⁴
2. The policy, legal and customary framework for rural development provides significant barriers to women's economic empowerment in terms of access and control over productive inputs (land, finance, production inputs, infrastructure and natural resources). There is strong discrimination against women's participation and voice in decision and policy making bodies such as formal organizations, cooperatives, local councils and parliament. Workloads are unequal. GDI/GII ranks generally in group 4.
3. The policy, legal and customary for rural development provides some barriers to women's economic empowerment in terms of access and control over productive inputs (land, finance, production inputs, infrastructure and natural resources). Women are largely under-represented and unheard in decision and policy making bodies such as formal organizations, cooperatives, local councils and parliament. Workloads tend to be biased towards women. GDI/GII ranks generally in group 3.
4. The policy, legal and customary framework for rural development moderately encourages women's economic empowerment in terms of access and control over productive inputs (land, finance, production inputs, infrastructure and natural resources). Women are slightly under-represented and their voices are discounted in decision and policy making bodies such as formal organizations, cooperatives, local councils and parliament. Workloads are mostly balanced. GDI/GII ranks generally in group 2.

⁴⁴ Countries are divided into five groups by absolute deviation from gender parity in HDI values.

5. The policy, legal and customary framework for rural development encourages women's economic empowerment in terms of access and control over productive inputs (land, finance, production inputs, infrastructure and natural resources). Women's representation in decision and policy making bodies is strong and their voice is heard in formal organizations, cooperatives, local councils and parliament. Workloads are balanced in most cases. GDI/GII ranks generally in group 2/1.
6. The policy, legal and customary framework for rural development strongly encourages women's economic empowerment in terms of access and control over productive inputs (land, finance, production inputs, infrastructure and natural resources). Women have equal representation and voice in decision and policy making bodies such as formal organizations, cooperatives, local councils and parliament. Workloads are equal. GDI/GII ranks generally in group 2/1.

Score



Section 6. Macroeconomic policies and conditions for rural development

6.1. Monetary and exchange rate policies

Please determine the coherence and quality of monetary and exchange rate policies and whether this set of policies creates positive conditions for the growth and stability of the rural sector. Core indicators include: 1) the level of internal and external balances and price stability; 2) the response to and capacity to absorb internally and externally determined shocks, including the consistency of policy responses.^{45,46}

Key data sources:

- IMF Time Series Data (external balance; inflation as measured by CPI, other; exchange rate)
- IMF Article IV consultation reports
- Economist Intelligence Unit country reports
- Teams may seek external papers and analysis by academics, IMF, World Bank, regional MDBs, other institutions on monetary and exchange rate authorities response to internal and external shocks, particularly food crises

Justification paragraph should include quantitative data table with 5-10 year trend + qualitative assessment with citations

Ratings

1. The monetary and exchange rate policy regime has consistently generated conditions in which there were significant external imbalances, balance of payment crises, price instability and limited buffers to internal and external shocks. Policies are inconsistent (i.e. internally incoherent or subject to large and sudden changes).
2. The monetary and exchange rate policy regime has occasionally generated conditions in which there were significant external imbalances, balance of payment crises, price instability and limited buffers to internal and external shocks. There is significant policy inconsistency.
3. The monetary and exchange rate regime has been occasionally (though inconsistently) been used to maintain short and medium term balance of payments, mitigate price instability and buffer the economy against internal and external shocks. There is some policy inconsistency.
4. The monetary and exchange rate regime pursues and is often (though not always) capable of achieving the maintenance of external balance, price stability and can often mitigate against internal and external shocks. There is only occasional policy inconsistency.
5. The monetary and exchange rate regime prioritizes and is capable of achieving external balance, price stability and can respond rapidly and flexibly to internal and external shocks. There is significant policy consistency.
6. The monetary and exchange rate regime has consistently maintained external balance, price stability and has adequate inbuilt safeguards against internal and external shocks. Policies are consistent.

Score

⁴⁵ The stability and longevity of fixed or pegged exchange rate regimes are particularly sensitive to the consistency and flexibility of the policy framework, and should be scored according to their heightened sensitivity to shocks and imbalances.

⁴⁶ Monetary policy and exchange rate policies may be set by one or more actors in the economy, in a coordinated or uncoordinated manner.

6.2. Fiscal Policy and Taxation

Please determine the coherence, quality and sustainability of fiscal policy to achieve levels of economic growth that are inclusive and conducive to the country's rural transformation. Core indicators include the extent to which policy: 1) encourages stability; 2) allocates resources effectively and efficiently; 3) generates sufficient internal resources through taxation.

Key data sources

- World Bank Database
- World Economic Outlook Database
- National legislation related to management of public budget, e.g. fiscal rules.
- Tax collection figures, e.g. tax burden, ratio of indirect/direct taxation, etc.
- Public expenditure figures reported in domestic and/or international reports
- IMF Article IV Consultations
- Economist Intelligence Unit country reports
- Teams may seek external papers and analysis by academics, IMF, World Bank, regional MDBs, other institutions on fiscal policies

Justification paragraph should include quantitative data table with 5-10 year trend + qualitative assessment with citations

Ratings

1. The fiscal policy regime over the past 5+ years has contributed to macroeconomic imbalances (e.g. high inflation, unsustainable current account deficits, crowding out of private investment, etc.) and shows limited capacity to mitigate shocks. There is no institutionalized attempt (e.g. through balanced budget laws or fiscal stability laws) to give sustainability and predictability to public spending, or such laws are not applied. Tax collection as a percent of GDP is very low compared to regional standards, and taxation policies are of poor quality and regressive.
2. The fiscal policy regime has led to or is leading to macroeconomic imbalances and has been insufficient in mitigating shocks. There is limited institutionalized attempt (e.g. through balanced budget laws or fiscal stability laws) to give sustainability and predictability to public spending, or such laws and regulations are not applied. Tax collection is low compared to regional standards and taxation policies are of poor quality and poor redistributive consequences.
3. The fiscal policy regime has sporadically and / or incompletely supported macroeconomic stability and policy response to shocks is often delayed and / or partial. There is some institutionalized attempt (e.g. through balanced budget laws or fiscal stability laws) to give sustainability and predictability to public spending, and/or such laws and regulations are applied unevenly. Tax collection is modest by regional standards, and taxation policies are poor in quality and insufficient redistributive consequences.
4. The fiscal policy regime is consistent with macroeconomic stability and policy response to shocks is somewhat effective. There is an institutionalized attempt (e.g. through balanced budget laws or fiscal stability laws) to give sustainability and predictability to public spending, and such laws are usually applied. Tax collection is still modest but showing signs of improvement over time. Tax policies are improving government's capacity to increase quality and redistributive capacity of public spending.
5. The fiscal policy regime is consistent with macroeconomic stability and policy response to shocks is rapid and effective. There is an institutionalized attempt (e.g. through balanced budget laws or fiscal stability laws) to give sustainability and

predictability to public spending, and such laws are always applied. Tax collection is adequate by regional standards and tax policies are of modest quality and redistributive capacity.

6. The fiscal policy regime has been consistent and supporting macroeconomic stability for an extended (e.g. 3 years +) period of time and policy has adjusted to shocks. Tax collection is strong and spending is of good quality and with positive redistributive consequences.

Score

6.3. Debt Policy

Please determine the coherence and quality of debt policy. Core indicators include the extent to which: 1) debt is contracted in a sustainable fashion at both the national and sub-national level (including, where applicable, domestic as well as international debt); 2) is being effectively serviced at both the national and sub-national level; 3) policies regarding debt limits at the national and sub-national level.

Key sources

- World Bank / IMF for 10 year time series on external debt / GDP, debt / Exports, short term debt as % of all debt, foreign denominated debt as % of all debt, reserve ratio
- Data on the issuance and sustainability of domestic debt, where applicable (e.g. Middle Income Countries with more developed debt markets, or in low income countries where sovereign borrowing may crowd out appetite for corporate borrowing)
- IMF Agreement IV reports
- Economist Intelligence Unit country reports
- Teams may seek external papers and analysis by academics, IMF, World Bank, regional MDBs, other institutions on debt policies

Justification paragraph should include quantitative data table with 5-10 year trend + qualitative assessment with citations

Ratings

1. Government is in debt distress⁴⁷ and debt-service ratios are in significant and / or sustained breach of DSF debt thresholds. There is no legal framework for borrowing and data on borrowing is inaccurate or missing. Debt and other macroeconomic policies are not aligned.
2. Government faces high risk of debt distress, and debt service ratios could breach DSF debt thresholds. The legal borrowing framework is partially defined and information about debt levels is sporadic. Debt and other macroeconomic policies are minimally aligned.
3. Government faces a moderately high risk of debt distress, and debt service ratios may breach DSF debt thresholds in some scenarios. The legal framework for borrowing is defined and public debt data exists but could be improved. Debt and fiscal policies are sometimes though not always aligned.
4. Government faces moderate risk of debt distress, the legal framework is clearly defined and debt data and analysis exist and are adequate. There is good coordination between debt and other macroeconomic policies.
5. Government faces a moderately low risk of debt distress, the legal framework for borrowing is clearly defined, there is a strategy for debt management and there is coordination within government on debt policy in addition to accurate and timely data and analysis. There is strong coordination between debt and other macroeconomic policies.
6. Government faces a low risk of debt distress, the legal framework for borrowing is clearly defined and stipulates borrowing objectives and debt management is coordinated by the government in addition to timely, comprehensive data and analysis. There is very strong coordination between debt and other macroeconomic policies.

Score



⁴⁷ Defined as likelihood of upcoming default, restructuring, arrears, etc.

6.4 Trade Policy

Please determine the extent to which trade policy in the country is distortionary with regards to the rural poor. Core indicators include: 1) the extent to which trade policy is distortionary for the rural poor; 2) the discretion and variability of trade policy.

Key data sources

- WTO Trade Policy Review
- World Bank World Trade Indicators on tariff and non-tariff barriers
- IMF consultations and reports
- Economist Intelligence Unit country reports
- Teams may seek external papers and analysis by academics, IMF, World Bank, WTO, regional MDBs, other institutions on trade policies, tariffs and non-tariff barriers.

Justification paragraph should include quantitative data table with 5-10 year trend + qualitative assessment of coherence, distortions, politically motivated policy changes, etc. with citations

Ratings

1. Trade policies are very distortionary for the rural poor, and there is very high levels of discretion and variability of trade policy.
2. Trade policies are distortionary for the rural poor, and there is high levels of discretion and variability of trade policy.
3. Trade policies are moderately distortionary for the rural poor, and there is moderately high levels of discretion and variability of trade policy.
4. Trade policies are moderately favourable for the rural poor, and there is moderately low level of discretion and variability of trade policy.
5. Trade policies are favourable for the rural poor, and there is low level of discretion and variability of trade policy.
6. Trade policies are very favourable for the rural poor, and there is very low level of discretion and variability of trade policy.

Score

Scenarios: country scores and annual allocations 2016-2018

Scenario 1: $[RurPop^{0.4} \times GNIPC^{-0.25} \times (1 + IVI)] \times (0.65 \times RSP + 0.35 \times PAD)^2$

Table 1
Asia and the Pacific

Country	GNI Per Capita 2015	Rural Population 2015	(1+IVI)	RSP 2015	PAD 2016	Country Performance Rating	2016 Annual Allocation	2017 Annual Allocation	2018 Annual Allocation	Total
Afghanistan	670	23 315 165	1.76	3.69	5.82	408.92	23 589 724	23 589 724	23 589 724	70 769 171
Bangladesh	1 080	105 761 094	1.51	4.15	5.85	530.53	37 555 271	37 555 271	37 555 271	112 665 814
Cambodia	1 020	12 183 722	1.49	3.86	5.81	278.39	14 471 534	14 471 534	14 471 534	43 414 601
China	7 380	621 970 693	1.25	4.56	5.87	538.00	43 848 177	43 848 177	43 848 177	131 544 531
India**	1 570	876 057 482	1.50	4.22	5.00	295.03	50 666 667	50 666 667	50 666 667	152 000 000
Indonesia	3 630	119 586 112	1.45	3.90	4.45	462.70	20 905 123	20 905 123	20 905 123	62 715 370
Iran	5 780	21 212 092	1.49	3.66		179.39	7 609 450	7 609 450	7 609 450	22 828 351
Korea Dem Rep	583	9 831 767	1.51	3.11		94.10	7 281 395	7 281 395	7 281 395	21 844 185
Laos	1 650	4 177 401	1.44	3.85	3.77	231.51	5 740 757	5 740 757	5 740 757	17 222 271
Malaysia	10 760	7 771 529	1.30	4.38		367.53	5 459 920	5 459 920	5 459 920	16 379 759
Mongolia	4 280	837 403	1.54	3.53	5.64	373.98	3 174 012	3 174 012	3 174 012	9 522 035
Myanmar	1 270	35 508 458	1.54	3.43	5.45	142.47	18 118 350	18 118 350	18 118 350	54 355 051
Nepal	730	23 034 809	1.61	4.11	4.62	275.00	19 584 773	19 584 773	19 584 773	58 754 319
Pakistan	1 410	114 166 773	1.59	4.10	3.28	322.64	24 604 923	24 604 923	24 604 923	73 814 768
Papua New Guinea	2 020	6 494 432	1.46	3.30	5.64	324.10	7 654 113	7 654 113	7 654 113	22 962 338
Philippines	3 470	55 033 870	1.37	4.55	5.83	535.99	21 798 414	21 798 414	21 798 414	65 395 243
Sri Lanka	3 400	16 857 935	1.47	3.91	5.26	268.07	11 202 727	11 202 727	11 202 727	33 608 182
Tonga*	4 290	80 634	1.36	3.52	5.66	370.92	1 500 000	1 500 000	1 500 000	4 500 000
Vanuatu*	3 130	192 047	1.54	3.83		214.37	1 526 559	1 526 559	1 526 559	4 579 678
Vietnam	1 890	60 833 558	1.38	4.46	5.87	510.32	26 010 179	26 010 179	26 010 179	78 030 537
Total Asia and the Pacific							352 302 068	352 302 068	352 302 068	1 056 906 204
Total IFAD							1 013 333 333	1 013 333 333	1 013 333 333	3 040 000 000

*Country receiving the minimum allocation

** Country receiving the maximum allocation

Rural sector performance score: Inputs provided by regional divisions

Portfolio at risk: Project at risk input from regional divisions, Portfolio at risk calculation is based on PBAS methodology as described by the EB document: EB 2003/79/R.2/Rev.1

Table 2
East and Southern Africa

Country	GNI Per Capita 2015	Rural Population 2015	(1+IVI)	RSP 2015	PAD 2016	Country Performance Rating	2016 Annual Allocation	2017 Annual Allocation	2018 Annual Allocation	Total
Angola	4 850	13 743 305	1.55	3.42	5.67	348.55	9 189 720	9 189 720	9 189 720	27 569 159
Botswana*	7 240	950 422	1.37	4.31	0.80	98.85	1 500 000	1 500 000	1 500 000	4 500 000
Burundi	270	9 544 689	1.57	3.49	3.35	363.35	11 101 177	11 101 177	11 101 177	33 303 530
Comoros*	820	552 907	1.42	3.28	0.60	34.02	1 500 000	1 500 000	1 500 000	4 500 000
Eritrea	680	3 976 283	1.82	3.65	5.06	242.71	10 422 338	10 422 338	10 422 338	31 267 014
Ethiopia	550	78 509 424	1.59	4.04	5.89	311.79	40 721 032	40 721 032	40 721 032	122 163 097
Kenya	1 290	33 559 306	1.55	4.25	3.02	261.81	15 143 737	15 143 737	15 143 737	45 431 212
Madagascar	440	15 447 015	1.64	3.93	5.89	469.49	22 376 779	22 376 779	22 376 779	67 130 336
Malawi	250	14 006 983	1.51	3.72	3.58	175.54	14 386 151	14 386 151	14 386 151	43 158 454
Mauritius*	9 710	758 906	1	5		147	3 187 740	3 187 740	3 187 740	9 563 220
Mozambique	620	18 525 030	1.64	4.13	4.04	296.97	17 361 157	17 361 157	17 361 157	52 083 472
Namibia	5 680	1 305 281	1.58	3.99		254.23	3 161 159	3 161 159	3 161 159	9 483 477
Rwanda	700	8 183 945	1.48	4.90	5.80	781.22	17 826 840	17 826 840	17 826 840	53 480 521
Seychelles*	13 990	42 506	1	4.47	4.27	575.27	1 500 000	1 500 000	1 500 000	4 500 000
South Africa	6 800	19 279 777	1	4.28		334.87	8 867 406	8 867 406	8 867 406	26 602 217
South Sudan*	940	9 696 776	1.61	2.44	0.80	14.00	2 465 763	2 465 763	2 465 763	7 397 288
Tanzania	930	35 808 913	1.57	4.17	3.33	258.01	17 579 718	17 579 718	17 579 718	52 739 153
Uganda	680	31 826 108	1.55	4.18	3.04	216.84	17 037 901	17 037 901	17 037 901	51 113 703
Zambia	1 680	9 358 601	1.45	3.87	3.76	218.39	7 968 341	7 968 341	7 968 341	23 905 024
Zimbabwe	830	10 290 800	1.62	3.81		211.27	10 914 440	10 914 440	10 914 440	32 743 320
Total East and Southern Africa							234 211 399	234 211 399	234 211 399	702 634 198
Total IFAD							1 013 333 333	1 013 333 333	1 013 333 333	3 040 000 000

*Country receiving the minimum allocation

Rural sector performance score: Inputs provided by regional divisions

Portfolio at risk: Project at risk input from regional divisions, Portfolio at risk calculation is based on PBAS methodology as described by the EB document: EB 2003/79/R.2/Rev.1

Table 3
Latin America and the Caribbean

Country	GNI Per Capita 2015	Rural Population 2015	(1+IVI)	RSP 2015	PAD 2016	Country Performance Rating	2016 Annual Allocation	2017 Annual Allocation	2018 Annual Allocation	Total
Argentina	14 160	3 608 603	1.32	4.38	2.81	370.83	2 919 641	2 919 641	2 919 641	8 758 923
Belize	4 660	196 519	1.44	3.93	4.35	468.58	1 500 000	1 500 000	1 500 000	4 500 000
Bolivia	2 910	3 368 503	1.42	4.13	4.59	523.78	5 678 738	5 678 738	5 678 738	17 036 215
Brazil	11 530	30 019 367	1.22	4.96	5.80	803.46	12 429 634	12 429 634	12 429 634	37 288 903
Colombia	7 970	11 392 990	1.28	4.18	3.24	538.56	5 223 156	5 223 156	5 223 156	15 669 469
Cuba	5 890	2 620 609	1.50	4.40	1.22	278.96	2 676 086	2 676 086	2 676 086	8 028 259
Dominican Republic*	6 030	2 282 960	1.35	4.25	2.29	78.07	2 653 599	2 653 599	2 653 599	7 960 798
Ecuador	6 070	5 802 020	1.31	4.65	2.81	567.33	4 747 990	4 747 990	4 747 990	14 243 970
El Salvador	3 950	2 061 045	1.33	4.39	4.56	385.54	4 345 377	4 345 377	4 345 377	13 036 130
Grenada*	7 850	68 510	1.27	4.31	4.25	391.88	1 500 000	1 500 000	1 500 000	4 500 000
Guatemala	3 410	7 829 174	1.32	4.14	1.25	280.83	3 788 601	3 788 601	3 788 601	11 365 802
Guyana	4 170	546 497	1.44	4.07	4.41	506.50	2 419 322	2 419 322	2 419 322	7 257 965
Haiti	820	4 499 878	1.62	2.68	0.90	60.80	2 301 140	2 301 140	2 301 140	6 903 421
Honduras	2 280	3 651 465	1.35	3.76	3.26	242.70	4 134 974	4 134 974	4 134 974	12 404 921
Mexico	9 860	26 367 387	1.33	4.33	5.78	359.14	11 379 582	11 379 582	11 379 582	34 138 746
Nicaragua	1 870	2 498 240	1.46	3.92	2.84	465.86	3 944 903	3 944 903	3 944 903	11 834 710
Paraguay	4 380	2 659 274	1.36	4.00	3.00	184.40	3 234 569	3 234 569	3 234 569	9 703 706
Peru	6 370	6 725 819	1.26	4.38	5.85	597.89	7 125 546	7 125 546	7 125 546	21 376 637
Uruguay*	16 350	165 778	1.19	4.84	1.26	365.09	1 500 000	1 500 000	1 500 000	4 500 000
Venezuela	12 890	3 394 430	1.38	4.48	2.93	381.23	3 228 508	3 228 508	3 228 508	9 685 525
Total Latin America and Caribbean							86 731 367	86 731 367	86 731 367	260 194 100
Total IFAD							1 013 333 333	1 013 333 333	1 013 333 333	3 040 000 000

*Country receiving the minimum allocation

Rural sector performance score: Inputs provided by regional divisions

Portfolio at risk: Project at risk input from regional divisions, Portfolio at risk calculation is based on PBAS methodology as described by the EB document: EB 2003/79/R.2/Rev.1

Table 4
Near East, North Africa and Europe

Country	GNI Per Capita 2015	Rural Population 2015	(1+IVI)	RSP 2015	PAD 2016	Country Performance Rating	2016 Annual Allocation	2017 Annual Allocation	2018 Annual Allocation	Total
Armenia	3 780	1 117 929	1.49	4.68	1.00	188.91	2 243 865	2 243 865	2 243 865	6 731 595
Azerbaijan	7 590	4 353 539	1.40	3.89	1.27	170.36	2 346 567	2 346 567	2 346 567	7 039 701
Bosnia and Herzegovina	4 780	2 305 192	1.35	4.10	4.51	302.50	4 004 384	4 004 384	4 004 384	12 013 152
Djibouti	1 690	199 224	1.61	3.69	5.80	409.75	2 539 010	2 539 010	2 539 010	7 617 031
Egypt	3 050	50 998 602	1.55	4.75	3.86	444.83	19 410 586	19 410 586	19 410 586	58 231 759
Georgia	3 720	2 095 848	1.39	4.70	5.76	706.67	6 049 775	6 049 775	6 049 775	18 149 324
Iraq	6 320	10 666 149	1.57	3.73		192.68	6 190 847	6 190 847	6 190 847	18 572 540
Jordan	5 160	1 093 657	1.34	4.69	4.58	197.10	3 474 337	3 474 337	3 474 337	10 423 010
Kyrgyzstan	1 250	3 758 100	1.45	3.76	5.82	427.29	8 191 779	8 191 779	8 191 779	24 575 336
Lebanon*	9 800	560 617	1.47	4.38	1.61	238.24	1 500 000	1 500 000	1 500 000	4 500 000
Moldova	2 550	1 958 687	1.51	4.39	5.77	601.72	6 500 048	6 500 048	6 500 048	19 500 144
Montenegro	7 240	224 893	1.55	4.51		412.60	1 847 614	1 847 614	1 847 614	5 542 842
Morocco	2 980	13 670 584	1.46	4.81	4.49	615.49	12 174 049	12 174 049	12 174 049	36 522 148
Sudan	1 710	26 119 531	1.82	3.76	5.68	217.89	20 080 799	20 080 799	20 080 799	60 242 396
Tajikistan	1 080	6 081 514	1.55	3.18	5.76	220.25	9 103 860	9 103 860	9 103 860	27 311 580
Tunisia	4 210	3 667 916	1.40	4.35	5.88	588.67	6 866 157	6 866 157	6 866 157	20 598 470
Turkey	10 840	20 584 500	1.33	5.00	5.14	541.99	10 969 423	10 969 423	10 969 423	32 908 268
Uzbekistan	2 090	19 589 736	1.33	3.09	5.63	256.94	10 069 073	10 069 073	10 069 073	30 207 219
Yemen	1 330	17 274 157	1.70	3.92	2.33	210.79	9 814 349	9 814 349	9 814 349	29 443 048
Total Near East, North Africa and Europe							143 376 521	143 376 521	143 376 521	430 129 562
Total IFAD							1 013 333 333	1 013 333 333	1 013 333 333	3 040 000 000

*Country receiving the minimum allocation

Rural sector performance score: Inputs provided by regional divisions

Portfolio at risk: Project at risk input from regional divisions, Portfolio at risk calculation is based on PBAS methodology as described by the EB document: EB 2003/79/R.2/Rev.1

Table 5
West and Central Africa

Country	GNI Per Capita 2015	Rural Population 2015	(1+IVI)	RSP 2015	PAD 2016	Country Performance Rating	2016 Annual Allocation	2017 Annual Allocation	2018 Annual Allocation	Total
Benin	810	5 986 659	1.52	3.83	5.67	334.69	11 468 181	11 468 181	11 468 181	34 404 544
Burkina Faso	710	12 484 109	1.62	3.90	4.36	199.30	13 931 040	13 931 040	13 931 040	41 793 120
Cameroon	1 360	10 516 806	1.46	3.68	5.80	229.92	11 855 841	11 855 841	11 855 841	35 567 524
Cape Verde	3 450	180 689	1.41	4.66	5.62	691.75	2 267 719	2 267 719	2 267 719	6 803 158
Central African Republic*	330	2 894 168	1.43	2.44	5.48	48.20	6 169 262	6 169 262	6 169 262	18 507 785
Chad	980	10 551 569	1.64	2.96	5.81	262.06	11 565 055	11 565 055	11 565 055	34 695 164
Congo, Dem. Rep.	380	43 446 648	1.44	3.08		30.60	13 717 357	13 717 357	13 717 357	41 152 070
Congo, Rep.	2 710	1 578 674	1.54	3.52	1.43	146.42	1 955 129	1 955 129	1 955 129	5 865 386
Cote D'Ivoire	1 460	10 307 708	1.45	2.96	2.07	85.74	4 095 362	4 095 362	4 095 362	12 286 086
Gabon*	9 450	220 748	1.29	3.69	2.70	305.83	1 500 000	1 500 000	1 500 000	4 500 000
Gambia	440	790 273	1.49	3.91	5.88	464.41	6 173 517	6 173 517	6 173 517	18 520 552
Ghana	1 600	12 484 698	1.41	4.11	4.75	518.66	11 253 823	11 253 823	11 253 823	33 761 468
Guinea	470	7 772 864	1.52	3.00	3.93	187.68	8 049 830	8 049 830	8 049 830	24 149 490
Guinea Bissau*	550	926 364	1.46	2.46		66.71	1 740 930	1 740 930	1 740 930	5 222 791
Liberia	370	2 228 701	1.47	3.22	5.86	309.90	7 785 854	7 785 854	7 785 854	23 357 561
Mali	660	10 398 040	1.60	3.91	3.39	201.89	11 049 612	11 049 612	11 049 612	33 148 835
Mauritania	1 270	1 617 424	1.56	3.65	5.81	399.16	6 038 728	6 038 728	6 038 728	18 116 183
Niger	420	15 583 614	1.75	3.54	5.85	375.70	21 521 469	21 521 469	21 521 469	64 564 408
Nigeria	2 970	94 165 209	1.34	3.62	5.26	198.27	19 311 440	19 311 440	19 311 440	57 934 321
Sao Tome and Principe*	1 670	66 131	1.54	3.41	5.74	347.68	1 500 000	1 500 000	1 500 000	4 500 000
Senegal	1 040	8 305 694	1.63	3.99	5.82	484.83	14 127 843	14 127 843	14 127 843	42 383 530
Sierra Leone	710	3 816 028	1.45	3.66	3.72	235.84	6 386 097	6 386 097	6 386 097	19 158 290
Togo	570	4 306 879	1.57	3.15	1.00	104.83	3 247 890	3 247 890	3 247 890	9 743 671
Total West and Central Africa							196 711 978	196 711 978	196 711 978	590 135 935
Total IFAD							1 013 333 333	1 013 333 333	1 013 333 333	3 040 000 000

*Country receiving the minimum allocation

Rural sector performance score: Inputs provided by regional divisions

Portfolio at risk: Project at risk input from regional divisions, Portfolio at risk calculation is based on PBAS methodology as described by the EB document: EB 2003/79/R.2/Rev.1

Scenario 2: $[RurPop^{0.4} \times GNIPC^{-0.25} \times (1 + IVI)] \times (0.40 \times RSP + 0.60 \times PAD)^2$
**Table 1
Asia and Pacific**

Country	GNI Per Capita 2015	Rural Population 2015	(1+IVI)	RSP 2015	PAD 2016	Country Performance Rating	2016 Annual Allocation	2017 Annual Allocation	2018 Annual Allocation	Total
Afghanistan	670	23 315 165	1.76	3.69	5.82	19.07	27 059 996	27 059 996	27 059 996	81 179 989
Bangladesh	1 080	105 761 094	1.51	4.15	5.85	20.15	40 744 304	40 744 304	40 744 304	122 232 911
Cambodia	1 020	12 183 722	1.49	3.86	5.81	13.48	16 211 458	16 211 458	16 211 458	48 634 373
China	7 380	621 970 693	1.25	4.56	5.87	18.08	45 516 787	45 516 787	45 516 787	136 550 360
India**	1 570	876 057 482	1.50	4.22	5.00	12.38	50 666 667	50 666 667	50 666 667	152 000 000
Indonesia	3 630	119 586 112	1.45	3.90	4.45	19.57	20 403 496	20 403 496	20 403 496	61 210 489
Iran	5 780	21 212 092	1.49	3.66		10.20	6 955 371	6 955 371	6 955 371	20 866 114
Korea Dem Rep	583	9 831 767	1.51	3.11		7.64	6 655 514	6 655 514	6 655 514	19 966 543
Laos	1 650	4 177 401	1.44	3.85	3.77	11.67	5 193 659	5 193 659	5 193 659	15 580 976
Malaysia	10 760	7 771 529	1.30	4.38		14.06	4 990 606	4 990 606	4 990 606	14 971 818
Mongolia	4 280	837 403	1.54	3.53	5.64	18.72	3 661 634	3 661 634	3 661 634	10 984 902
Myanmar	1 270	35 508 458	1.54	3.43	5.45	9.30	20 843 602	20 843 602	20 843 602	62 530 807
Nepal	730	23 034 809	1.61	4.11	4.62	12.17	18 968 943	18 968 943	18 968 943	56 906 830
Pakistan	1 410	114 166 773	1.59	4.10	3.28	13.95	20 155 581	20 155 581	20 155 581	60 466 743
Papua New Guinea	2 020	6 494 432	1.46	3.30	5.64	18.18	9 126 735	9 126 735	9 126 735	27 380 205
Philippines	3 470	55 033 870	1.37	4.55	5.83	18.07	22 559 268	22 559 268	22 559 268	67 677 805
Sri Lanka	3 400	16 857 935	1.47	3.91	5.26	12.85	11 872 840	11 872 840	11 872 840	35 618 519
Tonga*	4 290	80 634	1.36	3.52	5.66	18.68	1 500 000	1 500 000	1 500 000	4 500 000
Vanuatu*	3 130	192 047	1.54	3.83		11.05	1 500 000	1 500 000	1 500 000	4 500 000
Vietnam	1 890	60 833 558	1.38	4.46	5.87	17.86	27 276 740	27 276 740	27 276 740	81 830 219
Total Asia and the Pacific							361 863 201	361 863 201	361 863 201	1 085 589 602
Total IFAD							1 013 333 333	1 013 333 333	1 013 333 333	3 040 000 000

*Country receiving the minimum allocation

** Country receiving the maximum allocation

Rural sector performance score: Inputs provided by regional divisions

Portfolio at risk: Project at risk input from regional divisions, Portfolio at risk calculation is based on PBAS methodology as described by the EB document: EB 2003/79/R.2/Rev.1

Table 2
East and Southern Africa

Country	GNI Per Capita 2015	Rural Population 2015	(1+IVI)	RSP 2015	PAD 2016	Country Performance Rating	2016 Annual Allocation	2017 Annual Allocation	2018 Annual Allocation	Total
Angola	4 850	13 743 305	1.55	3.42	5.67	18.45	10 798 867	10 798 867	10 798 867	32 396 601
Botswana*	7 240	950 422	1.37	4.31	0.80	3.97	1 500 000	1 500 000	1 500 000	4 500 000
Burundi	270	9 544 689	1.57	3.49	3.35	18.60	9 948 509	9 948 509	9 948 509	29 845 528
Comoros*	820	552 907	1.42	3.28	0.60	2.50	1 500 000	1 500 000	1 500 000	4 500 000
Eritrea	680	3 976 283	1.82	3.65	5.06	13.06	11 219 317	11 219 317	11 219 317	33 657 951
Ethiopia	550	78 509 424	1.59	4.04	5.89	13.84	44 924 683	44 924 683	44 924 683	134 774 050
Kenya	1 290	33 559 306	1.55	4.25	3.02	11.05	11 703 557	11 703 557	11 703 557	35 110 672
Madagascar	440	15 447 015	1.64	3.93	5.89	19.63	25 021 657	25 021 657	25 021 657	75 064 972
Malawi	250	14 006 983	1.51	3.72	3.58	9.78	12 905 897	12 905 897	12 905 897	38 717 690
Mauritius*	9 710	758 906	1	5		4	2 913 734	2 913 734	2 913 734	8 741 202
Mozambique	620	18 525 030	1.64	4.13	4.04	12.90	15 699 503	15 699 503	15 699 503	47 098 510
Namibia	5 680	1 305 281	1.58	3.99		11.92	2 889 438	2 889 438	2 889 438	8 668 314
Rwanda	700	8 183 945	1.48	4.90	5.80	21.95	17 725 217	17 725 217	17 725 217	53 175 652
Seychelles*	13 990	42 506	1	4.47	4.27	19.58	1 500 000	1 500 000	1 500 000	4 500 000
South Africa	6 800	19 279 777	1	4.28		13.49	8 105 198	8 105 198	8 105 198	24 315 593
South Sudan*	940	9 696 776	1.61	2.44	0.80	2.07	1 500 000	1 500 000	1 500 000	4 500 000
Tanzania	930	35 808 913	1.57	4.17	3.33	11.25	14 362 903	14 362 903	14 362 903	43 088 709
Uganda	680	31 826 108	1.55	4.18	3.04	9.63	13 309 152	13 309 152	13 309 152	39 927 456
Zambia	1 680	9 358 601	1.45	3.87	3.76	11.03	7 184 417	7 184 417	7 184 417	21 553 252
Zimbabwe	830	10 290 800	1.62	3.81		10.97	9 976 277	9 976 277	9 976 277	29 928 830
Total East and Southern Africa							224 688 327	224 688 327	224 688 327	674 064 982
Total IFAD							1 013 333 333	1 013 333 333	1 013 333 333	3 040 000 000

*Country receiving the minimum allocation

Rural sector performance score: Inputs provided by regional divisions

Portfolio at risk: Project at risk input from regional divisions, Portfolio at risk calculation is based on PBAS methodology as described by the EB document: EB 2003/79/R.2/Rev.1

Table 3
Latin America and the Caribbean

Country	GNI Per Capita 2015	Rural Population 2015	(1+IVI)	RSP 2015	PAD 2016	Country Performance Rating	2016 Annual Allocation	2017 Annual Allocation	2018 Annual Allocation	Total
Argentina	14 160	3 608 603	1.32	4.38	2.81	14.15	2 150 339	2 150 339	2 150 339	6 451 016
Belize	4 660	196 519	1.44	3.93	4.35	19.62	1 500 000	1 500 000	1 500 000	4 500 000
Bolivia	2 910	3 368 503	1.42	4.13	4.59	20.09	5 472 789	5 472 789	5 472 789	16 418 367
Brazil	11 530	30 019 367	1.22	4.96	5.80	22.09	12 283 341	12 283 341	12 283 341	36 850 022
Colombia	7 970	11 392 990	1.28	4.18	3.24	20.21	4 209 473	4 209 473	4 209 473	12 628 419
Cuba	5 890	2 620 609	1.50	4.40	1.22	10.99	1 500 000	1 500 000	1 500 000	4 500 000
Dominican Republic*	6 030	2 282 960	1.35	4.25	2.29	3.09	1 803 256	1 803 256	1 803 256	5 409 768
Ecuador	6 070	5 802 020	1.31	4.65	2.81	18.31	3 397 967	3 397 967	3 397 967	10 193 902
El Salvador	3 950	2 061 045	1.33	4.39	4.56	14.55	4 045 827	4 045 827	4 045 827	12 137 481
Grenada*	7 850	68 510	1.27	4.31	4.25	15.15	1 500 000	1 500 000	1 500 000	4 500 000
Guatemala	3 410	7 829 174	1.32	4.14	1.25	12.23	2 045 562	2 045 562	2 045 562	6 136 685
Guyana	4 170	546 497	1.44	4.07	4.41	19.95	2 303 625	2 303 625	2 303 625	6 910 874
Haiti	820	4 499 878	1.62	2.68	0.90	6.68	1 500 000	1 500 000	1 500 000	4 500 000
Honduras	2 280	3 651 465	1.35	3.76	3.26	12.55	3 520 229	3 520 229	3 520 229	10 560 688
Mexico	9 860	26 367 387	1.33	4.33	5.78	14.04	12 025 865	12 025 865	12 025 865	36 077 594
Nicaragua	1 870	2 498 240	1.46	3.92	2.84	19.60	3 077 647	3 077 647	3 077 647	9 232 942
Paraguay	4 380	2 659 274	1.36	4.00	3.00	9.01	2 567 312	2 567 312	2 567 312	7 701 937
Peru	6 370	6 725 819	1.26	4.38	5.85	20.68	7 532 985	7 532 985	7 532 985	22 598 955
Uruguay*	16 350	165 778	1.19	4.84	1.26	11.79	1 500 000	1 500 000	1 500 000	4 500 000
Venezuela	12 890	3 394 430	1.38	4.48	2.93	13.98	2 398 881	2 398 881	2 398 881	7 196 643
Total Latin America and Caribbean							76 335 097	76 335 097	76 335 097	229 005 291
Total IFAD							1 013 333 333	1 013 333 333	1 013 333 333	3 040 000 000

*Country receiving the minimum allocation

Rural sector performance score: Inputs provided by regional divisions

Portfolio at risk: Project at risk input from regional divisions, Portfolio at risk calculation is based on PBAS methodology as described by the EB document: EB 2003/79/R.2/Rev.1

Table 4
Near East, North Africa and Europe

Country	GNI Per Capita 2015	Rural Population 2015	(1+IVI)	RSP 2015	PAD 2016	Country Performance Rating	2016 Annual Allocation	2017 Annual Allocation	2018 Annual Allocation	Total
Armenia	3 780	1 117 929	1.49	4.68	1.00	6.61	1 500 000	1 500 000	1 500 000	4 500 000
Azerbaijan	7 590	4 353 539	1.40	3.89	1.27	8.83	1 500 000	1 500 000	1 500 000	4 500 000
Bosnia and Herzegovina	4 780	2 305 192	1.35	4.10	4.51	13.22	3 836 739	3 836 739	3 836 739	11 510 218
Djibouti	1 690	199 224	1.61	3.69	5.80	19.07	2 905 516	2 905 516	2 905 516	8 716 549
Egypt	3 050	50 998 602	1.55	4.75	3.86	14.52	16 001 929	16 001 929	16 001 929	48 005 788
Georgia	3 720	2 095 848	1.39	4.70	5.76	21.46	6 123 260	6 123 260	6 123 260	18 369 781
Iraq	6 320	10 666 149	1.57	3.73		10.53	5 658 705	5 658 705	5 658 705	16 976 116
Jordan*	5 160	1 093 657	1.34	4.69	4.58	6.89	3 139 712	3 139 712	3 139 712	9 419 137
Kyrgyzstan	1 250	3 758 100	1.45	3.76	5.82	19.24	9 302 376	9 302 376	9 302 376	27 907 129
Lebanon*	9 800	560 617	1.47	4.38	1.61	9.64	1 500 000	1 500 000	1 500 000	4 500 000
Moldova	2 550	1 958 687	1.51	4.39	5.77	20.71	6 815 187	6 815 187	6 815 187	20 445 562
Montenegro	7 240	224 893	1.55	4.51		14.81	1 688 800	1 688 800	1 688 800	5 066 401
Morocco	2 980	13 670 584	1.46	4.81	4.49	18.66	10 752 874	10 752 874	10 752 874	32 258 621
Sudan	1 710	26 119 531	1.82	3.76	5.68	11.51	22 550 631	22 550 631	22 550 631	67 651 892
Tajikistan	1 080	6 081 514	1.55	3.18	5.76	14.35	11 156 309	11 156 309	11 156 309	33 468 926
Tunisia	4 210	3 667 916	1.40	4.35	5.88	20.61	7 296 584	7 296 584	7 296 584	21 889 751
Turkey	10 840	20 584 500	1.33	5.00	5.14	15.81	10 168 299	10 168 299	10 168 299	30 504 896
Uzbekistan	2 090	19 589 736	1.33	3.09	5.63	16.49	12 379 656	12 379 656	12 379 656	37 138 969
Yemen	1 330	17 274 157	1.70	3.92	2.33	10.47	6 975 522	6 975 522	6 975 522	20 926 565
Total Near East, North Africa and Europe							141 252 100	141 252 100	141 252 100	423 756 301
Total IFAD							1 013 333 333	1 013 333 333	1 013 333 333	3 040 000 000

*Country receiving the minimum allocation

Rural sector performance score: Inputs provided by regional divisions

Portfolio at risk: Project at risk input from regional divisions, Portfolio at risk calculation is based on PBAS methodology as described by the EB document: EB 2003/79/R.2/Rev.1

Table 5
West and Central Africa

Country	GNI Per Capita 2015	Rural Population 2015	(1+IVI)	RSP 2015	PAD 2016	Country Performance Rating	2016 Annual Allocation	2017 Annual Allocation	2018 Annual Allocation	Total
Benin	810	5 986 659	1.52	3.83	5.67	304 554.27	12 741 904	12 741 904	12 741 904	38 225 712
Burkina Faso	710	12 484 109	1.62	3.90	4.36	26 931.18	13 468 951	13 468 951	13 468 951	40 406 854
Cameroon	1 360	10 516 806	1.46	3.68	5.80	92 322.94	13 604 169	13 604 169	13 604 169	40 812 506
Cape Verde	3 450	180 689	1.41	4.66	5.62	1 165 060.37	2 276 831	2 276 831	2 276 831	6 830 493
Central African Republic	330	2 894 168	1.43	2.44	5.48	4 834.78	8 356 328	8 356 328	8 356 328	25 068 985
Chad	980	10 551 569	1.64	2.96	5.81	714 318.13	14 718 765	14 718 765	14 718 765	44 156 294
Congo, Dem. Rep.	380	43 446 648	1.44	3.08		16.16	12 538 265	12 538 265	12 538 265	37 614 796
Congo, Rep.	2 710	1 578 674	1.54	3.52	1.43	18 899.01	1 500 000	1 500 000	1 500 000	4 500 000
Cote D'Ivoire	1 460	10 307 708	1.45	2.96	2.07	9 734.69	3 144 069	3 144 069	3 144 069	9 432 207
Gabon*	9 450	220 748	1.29	3.69	2.70	290 117.41	1 500 000	1 500 000	1 500 000	4 500 000
Gambia	440	790 273	1.49	3.91	5.88	942 881.19	6 916 786	6 916 786	6 916 786	20 750 357
Ghana	1 600	12 484 698	1.41	4.11	4.75	998 306.87	11 053 311	11 053 311	11 053 311	33 159 933
Guinea	470	7 772 864	1.52	3.00	3.93	200 616.60	8 416 526	8 416 526	8 416 526	25 249 578
Guinea Bissau	550	926 364	1.46	2.46		16 701.56	1 591 287	1 591 287	1 591 287	4 773 860
Liberia	370	2 228 701	1.47	3.22	5.86	772 461.29	9 556 739	9 556 739	9 556 739	28 670 217
Mali	660	10 398 040	1.60	3.91	3.39	27 157.74	9 407 798	9 407 798	9 407 798	28 223 394
Mauritania	1 270	1 617 424	1.56	3.65	5.81	873 529.24	6 961 346	6 961 346	6 961 346	20 884 037
Niger	420	15 583 614	1.75	3.54	5.85	847 748.11	25 227 443	25 227 443	25 227 443	75 682 329
Nigeria	2 970	94 165 209	1.34	3.62	5.26	56 193.28	21 263 833	21 263 833	21 263 833	63 791 498
Sao Tome and Principe	1 670	66 131	1.54	3.41	5.74	816 261.14	1 686 371	1 686 371	1 686 371	5 059 112
Senegal	1 040	8 305 694	1.63	3.99	5.82	963 953.90	15 593 145	15 593 145	15 593 145	46 779 434
Sierra Leone	710	3 816 028	1.45	3.66	3.72	106 831.83	5 883 102	5 883 102	5 883 102	17 649 307
Togo	570	4 306 879	1.57	3.15	1.00	13 046.57	1 787 640	1 787 640	1 787 640	5 362 921
Total West and Central Africa							209 194 608	209 194 608	209 194 608	627 583 824
Total IFAD							1 013 333 333	1 013 333 333	1 013 333 333	3 040 000 000

*Country receiving the minimum allocation

Rural sector performance score: Inputs provided by regional divisions

Portfolio at risk: Project at risk input from regional divisions, Portfolio at risk calculation is based on PBAS methodology as described by the EB document: EB 2003/79/R.2/Rev.1

Scenario 3: $[\text{RurPop}^{0.4} \times \text{GNIpc}^{-0.25} \times (1 + \text{IVI})] \times (0.20 \times \text{RSP} + 0.80 \times \text{PAD})^4$

**Table 1
Asia and the Pacific**

Country	GNI Per Capita 2015	Rural Population 2015	(1+IVI)	RSP 2015	PAD 2016	Country Performance Rating	2016 Annual Allocation	2017 Annual Allocation	2018 Annual Allocation	Total
Afghanistan	670	23 315 165	1.76	3.69	5.82	940.28	35 717 903	35 717 903	35 717 903	107 153 709
Bangladesh**	1 080	105 761 094	1.51	4.15	5.85	1 005.09	50 666 667	50 666 667	50 666 667	152 000 000
Cambodia	1 020	12 183 722	1.49	3.86	5.81	365.43	21 245 730	21 245 730	21 245 730	63 737 190
China	7 380	621 970 693	1.25	4.56	5.87	704.05	50 666 667	50 666 667	50 666 667	152 000 000
India	1 570	876 057 482	1.50	4.22	5.00	267.57	50 666 667	50 666 667	50 666 667	152 000 000
Indonesia	3 630	119 586 112	1.45	3.90	4.45	970.10	15 570 491	15 570 491	15 570 491	46 711 473
Iran	5 780	21 212 092	1.49	3.66		179.39	3 584 358	3 584 358	3 584 358	10 753 074
Korea Dem Rep	583	9 831 767	1.51	3.11		94.10	2 484 142	2 484 142	2 484 142	7 452 425
Laos	1 650	4 177 401	1.44	3.85	3.77	248.27	2 838 682	2 838 682	2 838 682	8 516 046
Malaysia	10 760	7 771 529	1.30	4.38		367.53	3 681 233	3 681 233	3 681 233	11 043 699
Mongolia	4 280	837 403	1.54	3.53	5.64	919.69	4 548 126	4 548 126	4 548 126	13 644 378
Myanmar	1 270	35 508 458	1.54	3.43	5.45	147.69	24 101 668	24 101 668	24 101 668	72 305 004
Nepal	730	23 034 809	1.61	4.11	4.62	261.74	15 560 875	15 560 875	15 560 875	46 682 625
Pakistan	1 410	114 166 773	1.59	4.10	3.28	381.48	8 401 362	8 401 362	8 401 362	25 204 085
Papua New Guinea*	2 020	6 494 432	1.46	3.30	5.64	888.32	11 345 523	11 345 523	11 345 523	34 036 569
Philippines	3 470	55 033 870	1.37	4.55	5.83	703.29	29 617 169	29 617 169	29 617 169	88 851 508
Sri Lanka	3 400	16 857 935	1.47	3.91	5.26	317.72	12 690 649	12 690 649	12 690 649	38 071 947
Tonga	4 290	80 634	1.36	3.52	5.66	917.84	1 584 713	1 584 713	1 584 713	4 754 139
Vanuatu	3 130	192 047	1.54	3.83		214.37	1 500 000	1 500 000	1 500 000	4 500 000
Vietnam	1 890	60 833 558	1.38	4.46	5.87	693.48	36 311 076	36 311 076	36 311 076	108 933 228
Total Asia and the Pacific							382 783 700	382 783 700	382 783 700	1 148 351 099
Total IFAD							1 013 333 333	1 013 333 333	1 013 333 333	3 040 000 000

*Country receiving the minimum allocation

** Country receiving the maximum allocation

Rural sector performance score: Inputs provided by regional divisions

Portfolio at risk: Project at risk input from regional divisions, Portfolio at risk calculation is based on PBAS methodology as described by the EB document: EB 2003/79/R.2/Rev.1

Table 2
East and Southern Africa

Country	GNI Per Capita 2015	Rural Population 2015	(1+IVI)	RSP 2015	PAD 2016	Country Performance Rating	2016 Annual Allocation	2017 Annual Allocation	2018 Annual Allocation	Total
Angola	4 850	13 743 305	1.55	3.42	5.67	904.02	13 548 216	13 548 216	13 548 216	40 644 647
Botswana*	7 240	950 422	1.37	4.31	0.80	7.64	1 500 000	1 500 000	1 500 000	4 500 000
Burundi	270	9 544 689	1.57	3.49	3.35	913.22	4 298 735	4 298 735	4 298 735	12 896 205
Comoros*	820	552 907	1.42	3.28	0.60	2.83	1 500 000	1 500 000	1 500 000	4 500 000
Eritrea	680	3 976 283	1.82	3.65	5.06	351.48	11 137 975	11 137 975	11 137 975	33 413 925
Ethiopia	550	78 509 424	1.59	4.04	5.89	377.66	50 666 667	50 666 667	50 666 667	152 000 000
Kenya	1 290	33 559 306	1.55	4.25	3.02	193.57	4 154 859	4 154 859	4 154 859	12 464 576
Madagascar	440	15 447 015	1.64	3.93	5.89	973.73	33 725 941	33 725 941	33 725 941	101 177 824
Malawi	250	14 006 983	1.51	3.72	3.58	157.58	6 360 446	6 360 446	6 360 446	19 081 337
Mauritius*	9 710	758 906	1	5		5	2 841 815	2 841 815	2 841 815	8 525 445
Mozambique	620	18 525 030	1.64	4.13	4.04	306.75	9 846 798	9 846 798	9 846 798	29 540 393
Namibia	5 680	1 305 281	1.58	3.99		254.23	1 772 633	1 772 633	1 772 633	5 317 900
Rwanda	700	8 183 945	1.48	4.90	5.80	1 116.55	22 986 068	22 986 068	22 986 068	68 958 203
Seychelles*	13 990	42 506	1	4.47	4.27	884.22	1 500 000	1 500 000	1 500 000	4 500 000
South Africa	6 800	19 279 777	1	4.28		334.87	5 706 829	5 706 829	5 706 829	17 120 488
South Sudan*	940	9 696 776	1.61	2.44	0.80	2.75	1 500 000	1 500 000	1 500 000	4 500 000
Tanzania	930	35 808 913	1.57	4.17	3.33	207.36	6 147 033	6 147 033	6 147 033	18 441 098
Uganda	680	31 826 108	1.55	4.18	3.04	133.02	4 773 022	4 773 022	4 773 022	14 319 067
Zambia	1 680	9 358 601	1.45	3.87	3.76	211.52	3 915 678	3 915 678	3 915 678	11 747 033
Zimbabwe	830	10 290 800	1.62	3.81		211.27	5 579 342	5 579 342	5 579 342	16 738 027
Total East and Southern Africa							193 462 056	193 462 056	193 462 056	580 386 169
Total IFAD							1 013 333 333	1 013 333 333	1 013 333 333	3 040 000 000

*Country receiving the minimum allocation

Rural sector performance score: Inputs provided by regional divisions

Portfolio at risk: Project at risk input from regional divisions, Portfolio at risk calculation is based on PBAS methodology as described by the EB document: EB 2003/79/R.2/Rev.1

Table 3
Latin America and the Caribbean

Country	GNI Per Capita 2015	Rural Population 2015	(1+IVI)	RSP 2015	PAD 2016	Country Performance Rating	2016 Annual Allocation	2017 Annual Allocation	2018 Annual Allocation	Total
Argentina	14 160	3 608 603	1.32	4.38	2.81	373.58	1 500 000	1 500 000	1 500 000	4 500 000
Belize	4 660	196 519	1.44	3.93	4.35	973.25	1 500 000	1 500 000	1 500 000	4 500 000
Bolivia	2 910	3 368 503	1.42	4.13	4.59	1 001.72	4 439 038	4 439 038	4 439 038	13 317 115
Brazil	11 530	30 019 367	1.22	4.96	5.80	1 125.43	15 905 486	15 905 486	15 905 486	47 716 457
Colombia	7 970	11 392 990	1.28	4.18	3.24	1 009.06	1 711 260	1 711 260	1 711 260	5 133 780
Cuba	5 890	2 620 609	1.50	4.40	1.22	183.51	1 500 000	1 500 000	1 500 000	4 500 000
Dominican Republic*	6 030	2 282 960	1.35	4.25	2.29	3.13	1 500 000	1 500 000	1 500 000	4 500 000
Ecuador	6 070	5 802 020	1.31	4.65	2.81	714.93	1 500 000	1 500 000	1 500 000	4 500 000
El Salvador	3 950	2 061 045	1.33	4.39	4.56	402.40	3 236 033	3 236 033	3 236 033	9 708 098
Grenada*	7 850	68 510	1.27	4.31	4.25	456.71	1 500 000	1 500 000	1 500 000	4 500 000
Guatemala	3 410	7 829 174	1.32	4.14	1.25	263.46	1 500 000	1 500 000	1 500 000	4 500 000
Guyana	4 170	546 497	1.44	4.07	4.41	993.00	1 727 519	1 727 519	1 727 519	5 182 558
Haiti*	820	4 499 878	1.62	2.68	0.90	74.32	1 500 000	1 500 000	1 500 000	4 500 000
Honduras	2 280	3 651 465	1.35	3.76	3.26	308.63	1 500 000	1 500 000	1 500 000	4 500 000
Mexico	9 860	26 367 387	1.33	4.33	5.78	369.94	15 569 482	15 569 482	15 569 482	46 708 446
Nicaragua	1 870	2 498 240	1.46	3.92	2.84	971.79	1 500 000	1 500 000	1 500 000	4 500 000
Paraguay*	4 380	2 659 274	1.36	4.00	3.00	115.74	1 500 000	1 500 000	1 500 000	4 500 000
Peru	6 370	6 725 819	1.26	4.38	5.85	1 037.46	9 987 956	9 987 956	9 987 956	29 963 868
Uruguay*	16 350	165 778	1.19	4.84	1.26	201.59	1 500 000	1 500 000	1 500 000	4 500 000
Venezuela	12 890	3 394 430	1.38	4.48	2.93	353.65	1 500 000	1 500 000	1 500 000	4 500 000
Total Latin America and Caribbean							72 076 774	72 076 774	72 076 774	216 230 322
Total IFAD							1 013 333 333	1 013 333 333	1 013 333 333	3 040 000 000

*Country receiving the minimum allocation

Rural sector performance score: Inputs provided by regional divisions

Portfolio at risk: Project at risk input from regional divisions, Portfolio at risk calculation is based on PBAS methodology as described by the EB document: EB 2003/79/R.2/Rev.1

Table 4
Near East, North Africa and Europe

Country	GNI Per Capita 2015	Rural Population 2015	(1+IVI)	RSP 2015	PAD 2016	Country Performance Rating	2016 Annual Allocation	2017 Annual Allocation	2018 Annual Allocation	Total
Armenia*	3 780	1 117 929	1.49	4.68	1.00	36.39	1 500 000	1 500 000	1 500 000	4 500 000
Azerbaijan*	7 590	4 353 539	1.40	3.89	1.27	112.64	1 500 000	1 500 000	1 500 000	4 500 000
Bosnia and Herzegovina	4 780	2 305 192	1.35	4.10	4.51	329.38	2 998 228	2 998 228	2 998 228	8 994 684
Djibouti	1 690	199 224	1.61	3.69	5.80	940.75	3 803 705	3 803 705	3 803 705	11 411 114
Egypt	3 050	50 998 602	1.55	4.75	3.86	371.41	9 195 655	9 195 655	9 195 655	27 586 964
Georgia	3 720	2 095 848	1.39	4.70	5.76	1 085.75	7 846 542	7 846 542	7 846 542	23 539 626
Iraq	6 320	10 666 149	1.57	3.73		192.68	3 022 222	3 022 222	3 022 222	9 066 666
Jordan*	5 160	1 093 657	1.34	4.69	4.58	41.46	2 536 163	2 536 163	2 536 163	7 608 490
Kyrgyzstan	1 250	3 758 100	1.45	3.76	5.82	950.69	12 261 894	12 261 894	12 261 894	36 785 681
Lebanon*	9 800	560 617	1.47	4.38	1.61	126.70	1 500 000	1 500 000	1 500 000	4 500 000
Moldova	2 550	1 958 687	1.51	4.39	5.77	1 039.23	8 784 754	8 784 754	8 784 754	26 354 263
Montenegro*	7 240	224 893	1.55	4.51		412.60	1 500 000	1 500 000	1 500 000	4 500 000
Morocco	2 980	13 670 584	1.46	4.81	4.49	732.18	8 343 924	8 343 924	8 343 924	25 031 771
Sudan	1 710	26 119 531	1.82	3.76	5.68	243.78	28 269 112	28 269 112	28 269 112	84 807 335
Tajikistan	1 080	6 081 514	1.55	3.18	5.76	494.69	14 516 687	14 516 687	14 516 687	43 550 061
Tunisia	4 210	3 667 916	1.40	4.35	5.88	1 033.15	9 749 759	9 749 759	9 749 759	29 249 276
Turkey	10 840	20 584 500	1.33	5.00	5.14	447.75	10 346 284	10 346 284	10 346 284	31 038 853
Uzbekistan	2 090	19 589 736	1.33	3.09	5.63	718.90	15 424 533	15 424 533	15 424 533	46 273 599
Yemen	1 330	17 274 157	1.70	3.92	2.33	180.37	1 500 000	1 500 000	1 500 000	4 500 000
Total Near East, North Africa and Europe							144 599 461	144 599 461	144 599 461	433 798 383
Total IFAD							1 013 333 333	1 013 333 333	1 013 333 333	3 040 000 000

*Country receiving the minimum allocation

Rural sector performance score: Inputs provided by regional divisions

Portfolio at risk: Project at risk input from regional divisions, Portfolio at risk calculation is based on PBAS methodology as described by the EB document: EB 2003/79/R.2/Rev.1

Table 5
West and Central Africa

Country	GNI Per Capita 2015	Rural Population 2015	(1+IVI)	RSP 2015	PAD 2016	Country Performance Rating	2016 Annual Allocation	2017 Annual Allocation	2018 Annual Allocation	Total
Benin	810	5 986 659	1.52	3.83	5.67	551.86	15 913 439	15 913 439	15 913 439	47 740 318
Burkina Faso	710	12 484 109	1.62	3.90	4.36	164.11	9 851 275	9 851 275	9 851 275	29 553 825
Cameroon	1 360	10 516 806	1.46	3.68	5.80	303.85	17 861 958	17 861 958	17 861 958	53 585 875
Cape Verde	3 450	180 689	1.41	4.66	5.62	1 079.38	2 773 395	2 773 395	2 773 395	8 320 184
Central African Republic*	330	2 894 168	1.43	2.44	5.48	69.53	9 982 353	9 982 353	9 982 353	29 947 058
Chad	980	10 551 569	1.64	2.96	5.81	845.17	19 559 474	19 559 474	19 559 474	58 678 423
Congo, Dem. Rep.*	380	43 446 648	1.44	3.08		4.02	4 576 090	4 576 090	4 576 090	13 728 270
Congo, Rep.*	2 710	1 578 674	1.54	3.52	1.43	137.47	1 500 000	1 500 000	1 500 000	4 500 000
Cote D'Ivoire	1 460	10 307 708	1.45	2.96	2.07	98.66	1 500 000	1 500 000	1 500 000	4 500 000
Gabon*	9 450	220 748	1.29	3.69	2.70	538.63	1 500 000	1 500 000	1 500 000	4 500 000
Gambia	440	790 273	1.49	3.91	5.88	971.02	9 306 722	9 306 722	9 306 722	27 920 167
Ghana	1 600	12 484 698	1.41	4.11	4.75	999.15	9 592 137	9 592 137	9 592 137	28 776 411
Guinea	470	7 772 864	1.52	3.00	3.93	447.90	5 018 117	5 018 117	5 018 117	15 054 352
Guinea Bissau*	550	926 364	1.46	2.46		129.23	1 500 000	1 500 000	1 500 000	4 500 000
Liberia	370	2 228 701	1.47	3.22	5.86	878.90	12 869 237	12 869 237	12 869 237	38 607 711
Mali	660	10 398 040	1.60	3.91	3.39	164.80	4 177 181	4 177 181	4 177 181	12 531 544
Mauritania	1 270	1 617 424	1.56	3.65	5.81	934.63	9 170 483	9 170 483	9 170 483	27 511 450
Niger	420	15 583 614	1.75	3.54	5.85	920.73	33 669 342	33 669 342	33 669 342	101 008 025
Nigeria	2 970	94 165 209	1.34	3.62	5.26	237.05	22 794 005	22 794 005	22 794 005	68 382 014
Sao Tome and Principe*	1 670	66 131	1.54	3.41	5.74	903.47	2 168 003	2 168 003	2 168 003	6 504 010
Senegal	1 040	8 305 694	1.63	3.99	5.82	981.81	20 499 772	20 499 772	20 499 772	61 499 316
Sierra Leone	710	3 816 028	1.45	3.66	3.72	326.85	3 128 358	3 128 358	3 128 358	9 385 074
Togo	570	4 306 879	1.57	3.15	1.00	114.22	1 500 000	1 500 000	1 500 000	4 500 000
Total West and Central Africa							220 411 342	220 411 342	220 411 342	661 234 027
Total IFAD							1 013 333 333	1 013 333 333	1 013 333 333	3 040 000 000

*Country receiving the minimum allocation

Rural sector performance score: Inputs provided by regional divisions

Portfolio at risk: Project at risk input from regional divisions, Portfolio at risk calculation is based on PBAS methodology as described by the EB document: EB 2003/79/R.2/Rev.1

Scenario 4: $[\text{RurPop}^{0.4} \times \text{GNIpc}^{-0.25} \times (1 + \text{IVI})] \times (0.20 \times \text{RSP} + 0.80 \times \text{PAD})^8$
**Table 1
Asia and the Pacific**

Country	GNI Per Capita 2015	Rural Population 2015	(1+IVI)	RSP 2015	PAD 2016	Country Performance Rating	2016 Annual Allocation	2017 Annual Allocation	2018 Annual Allocation	Total
Afghanistan**	670	23 315 165	1.76	3.69	5.82	884 117.35	42 648 316	42 648 316	42 648 316	127 944 947
Bangladesh**	1 080	105 761 094	1.51	4.15	5.85	1 010 206.09	50 666 667	50 666 667	50 666 667	152 000 000
Cambodia	1 020	12 183 722	1.49	3.86	5.81	133 541.98	25 807 658	25 807 658	25 807 658	77 422 974
China	7 380	621 970 693	1.25	4.56	5.87	495 686.79	50 666 667	50 666 667	50 666 667	152 000 000
India	1 570	876 057 482	1.50	4.22	5.00	71 593.07	50 666 667	50 666 667	50 666 667	152 000 000
Indonesia**	3 630	119 586 112	1.45	3.90	4.45	941 099.74	7 802 922	7 802 922	7 802 922	23 408 766
Iran*	5 780	21 212 092	1.49	3.66		32 179.92	1 500 000	1 500 000	1 500 000	4 500 000
Korea Dem Rep	583	9 831 767	1.51	3.11		8 855.23	1 500 000	1 500 000	1 500 000	4 500 000
Laos*	1 650	4 177 401	1.44	3.85	3.77	61 636.48	1 500 000	1 500 000	1 500 000	4 500 000
Malaysia	10 760	7 771 529	1.30	4.38		135 076.81	1 908 537	1 908 537	1 908 537	5 725 611
Mongolia	4 280	837 403	1.54	3.53	5.64	845 834.82	4 773 281	4 773 281	4 773 281	14 319 843
Myanmar	1 270	35 508 458	1.54	3.43	5.45	21 813.72	22 001 591	22 001 591	22 001 591	66 004 772
Nepal	730	23 034 809	1.61	4.11	4.62	68 505.98	9 116 212	9 116 212	9 116 212	27 348 637
Pakistan	1 410	114 166 773	1.59	4.10	3.28	145 526.28	1 672 549	1 672 549	1 672 549	5 017 646
Papua New Guinea	2 020	6 494 432	1.46	3.30	5.64	789 120.66	11 428 111	11 428 111	11 428 111	34 284 332
Philippines*	3 470	55 033 870	1.37	4.55	5.83	494 618.58	40 298 771	40 298 771	40 298 771	120 896 314
Sri Lanka	3 400	16 857 935	1.47	3.91	5.26	100 948.56	11 065 808	11 065 808	11 065 808	33 197 423
Tonga*	4 290	80 634	1.36	3.52	5.66	842 427.64	1 671 409	1 671 409	1 671 409	5 014 227
Vanuatu*	3 130	192 047	1.54	3.83		45 952.89	1 500 000	1 500 000	1 500 000	4 500 000
Vietnam	1 890	60 833 558	1.38	4.46	5.87	480 914.10	49 847 436	49 847 436	49 847 436	149 542 307
Total Asia and the Pacific							388 042 600	388 042 600	388 042 600	1 164 127 799
Total IFAD							1 013 333 333	1 013 333 333	1 013 333 333	3 040 000 000

*Country receiving the minimum allocation

** Country receiving the maximum allocation

Rural sector performance score: Inputs provided by regional divisions

Portfolio at risk: Project at risk input from regional divisions, Portfolio at risk calculation is based on PBAS methodology as described by the EB document: EB 2003/79/R.2/Rev.1

Table 2
East and Southern Africa

Country	GNI Per Capita 2015	Rural Population 2015	(1+IVI)	RSP 2015	PAD 2016	Country Performance Rating	2016 Annual Allocation	2017 Annual Allocation	2018 Annual Allocation	Total
Angola	4 850	13 743 305	1.55	3.42	5.67	817 254.24	14 162 938	14 162 938	14 162 938	42 488 813
Botswana*	7 240	950 422	1.37	4.31	0.80	58.36	1 500 000	1 500 000	1 500 000	4 500 000
Burundi	270	9 544 689	1.57	3.49	3.35	833 962.16	1 500 000	1 500 000	1 500 000	4 500 000
Comoros*	820	552 907	1.42	3.28	0.60	8.01	1 500 000	1 500 000	1 500 000	4 500 000
Eritrea	680	3 976 283	1.82	3.65	5.06	123 535.49	8 197 328	8 197 328	8 197 328	24 591 984
Ethiopia	550	78 509 424	1.59	4.04	5.89	142 624.92	50 666 667	50 666 667	50 666 667	152 000 000
Kenya	1 290	33 559 306	1.55	4.25	3.02	37 468.88	1 500 000	1 500 000	1 500 000	4 500 000
Madagascar**	440	15 447 015	1.64	3.93	5.89	948 148.93	43 440 729	43 440 729	43 440 729	130 322 186
Malawi*	250	14 006 983	1.51	3.72	3.58	24 832.69	1 500 000	1 500 000	1 500 000	4 500 000
Mauritius*	9 710	758 906	1	5		24	2 575 815	2 575 815	2 575 815	7 727 445
Mozambique	620	18 525 030	1.64	4.13	4.04	94 094.38	3 755 193	3 755 193	3 755 193	11 265 579
Namibia*	5 680	1 305 281	1.58	3.99		64 631.29	1 500 000	1 500 000	1 500 000	4 500 000
Rwanda	700	8 183 945	1.48	4.90	5.80	1 246 684.72	32 351 532	32 351 532	32 351 532	97 054 595
Seychelles*	13 990	42 506	1	4.47	4.27	781 842.69	1 500 000	1 500 000	1 500 000	4 500 000
South Africa	6 800	19 279 777	1	4.28		112 136.18	2 695 781	2 695 781	2 695 781	8 087 343
South Sudan*	940	9 696 776	1.61	2.44	0.80	7.55	1 500 000	1 500 000	1 500 000	4 500 000
Tanzania	930	35 808 913	1.57	4.17	3.33	42 997.18	1 500 000	1 500 000	1 500 000	4 500 000
Uganda*	680	31 826 108	1.55	4.18	3.04	17 695.19	1 500 000	1 500 000	1 500 000	4 500 000
Zambia*	1 680	9 358 601	1.45	3.87	3.76	44 739.51	1 500 000	1 500 000	1 500 000	4 500 000
Zimbabwe	830	10 290 800	1.62	3.81		44 635.34	1 662 797	1 662 797	1 662 797	4 988 391
Total East and Southern Africa							176 008 779	176 008 779	176 008 779	528 026 337
Total IFAD							1 013 333 333	1 013 333 333	1 013 333 333	3 040 000 000

*Country receiving the minimum allocation

** Country receiving the maximum allocation

Rural sector performance score: Inputs provided by regional divisions

Portfolio at risk: Project at risk input from regional divisions, Portfolio at risk calculation is based on PBAS methodology as described by the EB document: EB 2003/79/R.2/Rev.1

Table 3
Latin America and the Caribbean

Country	GNI Per Capita 2015	Rural Population 2015	(1+IVI)	RSP 2015	PAD 2016	Country Performance Rating	2016 Annual Allocation	2017 Annual Allocation	2018 Annual Allocation	Total
Argentina*	14 160	3 608 603	1.32	4.38	2.81	139 562.52	1 500 000	1 500 000	1 500 000	4 500 000
Belize	4 660	196 519	1.44	3.93	4.35	947 206.38	1 500 000	1 500 000	1 500 000	4 500 000
Bolivia	2 910	3 368 503	1.42	4.13	4.59	1 003 448.06	2 561 824	2 561 824	2 561 824	7 685 472
Brazil	11 530	30 019 367	1.22	4.96	5.80	1 266 592.05	22 524 300	22 524 300	22 524 300	67 572 899
Colombia	7 970	11 392 990	1.28	4.18	3.24	1 018 207.68	1 500 000	1 500 000	1 500 000	4 500 000
Cuba*	5 890	2 620 609	1.50	4.40	1.22	33 674.95	1 500 000	1 500 000	1 500 000	4 500 000
Dominican Republic*	6 030	2 282 960	1.35	4.25	2.29	9.79	1 500 000	1 500 000	1 500 000	4 500 000
Ecuador	6 070	5 802 020	1.31	4.65	2.81	511 129.54	1 500 000	1 500 000	1 500 000	4 500 000
El Salvador	3 950	2 061 045	1.33	4.39	4.56	161 922.96	1 915 739	1 915 739	1 915 739	5 747 217
Grenada*	7 850	68 510	1.27	4.31	4.25	208 581.76	1 500 000	1 500 000	1 500 000	4 500 000
Guatemala*	3 410	7 829 174	1.32	4.14	1.25	69 410.06	1 500 000	1 500 000	1 500 000	4 500 000
Guyana	4 170	546 497	1.44	4.07	4.41	986 042.43	1 500 000	1 500 000	1 500 000	4 500 000
Haiti*	820	4 499 878	1.62	2.68	0.90	5 523.06	1 500 000	1 500 000	1 500 000	4 500 000
Honduras	2 280	3 651 465	1.35	3.76	3.26	95 249.71	1 500 000	1 500 000	1 500 000	4 500 000
Mexico	9 860	26 367 387	1.33	4.33	5.78	136 852.25	19 997 564	19 997 564	19 997 564	59 992 692
Nicaragua	1 870	2 498 240	1.46	3.92	2.84	944 383.64	1 500 000	1 500 000	1 500 000	4 500 000
Paraguay*	4 380	2 659 274	1.36	4.00	3.00	13 396.48	1 500 000	1 500 000	1 500 000	4 500 000
Peru	6 370	6 725 819	1.26	4.38	5.85	1 076 315.26	13 448 037	13 448 037	13 448 037	40 344 111
Uruguay*	16 350	165 778	1.19	4.84	1.26	40 638.57	1 500 000	1 500 000	1 500 000	4 500 000
Venezuela*	12 890	3 394 430	1.38	4.48	2.93	125 065.37	1 500 000	1 500 000	1 500 000	4 500 000
Total Latin America and Caribbean							82 947 464	82 947 464	82 947 464	248 842 391
Total IFAD							1 013 333 333	1 013 333 333	1 013 333 333	3 040 000 000

*Country receiving the minimum allocation

Rural sector performance score: Inputs provided by regional divisions

Portfolio at risk: Project at risk input from regional divisions, Portfolio at risk calculation is based on PBAS methodology as described by the EB document: EB 2003/79/R.2/Rev.1

Table 4
Near East, North Africa and Europe

Country	GNI Per Capita 2015	Rural Population 2015	(1+IVI)	RSP 2015	PAD 2016	Country Performance Rating	2016 Annual Allocation	2017 Annual Allocation	2018 Annual Allocation	Total
Armenia*	3 780	1 117 929	1.49	4.68	1.00	1 324.29	1 500 000	1 500 000	1 500 000	4 500 000
Azerbaijan*	7 590	4 353 539	1.40	3.89	1.27	12 687.37	1 500 000	1 500 000	1 500 000	4 500 000
Bosnia and Herzegovina*	4 780	2 305 192	1.35	4.10	4.51	108 490.09	1 620 471	1 620 471	1 620 471	4 861 414
Djibouti	1 690	199 224	1.61	3.69	5.80	885 004.74	4 481 777	4 481 777	4 481 777	13 445 332
Egypt	3 050	50 998 602	1.55	4.75	3.86	137 948.24	3 440 747	3 440 747	3 440 747	10 322 240
Georgia	3 720	2 095 848	1.39	4.70	5.76	1 178 862.82	10 504 303	10 504 303	10 504 303	31 512 908
Iraq*	6 320	10 666 149	1.57	3.73		37 124.27	1 500 000	1 500 000	1 500 000	4 500 000
Jordan*	5 160	1 093 657	1.34	4.69	4.58	1 718.89	1 605 973	1 605 973	1 605 973	4 817 920
Kyrgyzstan	1 250	3 758 100	1.45	3.76	5.82	903 820.83	14 797 271	14 797 271	14 797 271	44 391 813
Lebanon*	9 800	560 617	1.47	4.38	1.61	16 052.41	1 500 000	1 500 000	1 500 000	4 500 000
Moldova	2 550	1 958 687	1.51	4.39	5.77	1 080 008.38	11 310 149	11 310 149	11 310 149	33 930 448
Montenegro*	7 240	224 893	1.55	4.51		170 238.44	1 500 000	1 500 000	1 500 000	4 500 000
Morocco	2 980	13 670 584	1.46	4.81	4.49	536 084.08	5 061 341	5 061 341	5 061 341	15 184 024
Sudan	1 710	26 119 531	1.82	3.76	5.68	59 428.97	31 315 738	31 315 738	31 315 738	93 947 215
Tajikistan	1 080	6 081 514	1.55	3.18	5.76	244 721.56	15 478 643	15 478 643	15 478 643	46 435 929
Tunisia	4 210	3 667 916	1.40	4.35	5.88	1 067 392.22	13 235 290	13 235 290	13 235 290	39 705 869
Turkey	10 840	20 584 500	1.33	5.00	5.14	200 476.12	9 981 346	9 981 346	9 981 346	29 944 037
Uzbekistan	2 090	19 589 736	1.33	3.09	5.63	516 813.26	15 018 212	15 018 212	15 018 212	45 054 635
Yemen*	1 330	17 274 157	1.70	3.92	2.33	32 533.33	1 500 000	1 500 000	1 500 000	4 500 000
Total Near East, North Africa and Europe							146 851 262	146 851 262	146 851 262	440 553 785
Total IFAD							1 013 333 333	1 013 333 333	1 013 333 333	3 040 000 000

*Country receiving the minimum allocation

Rural sector performance score: Inputs provided by regional divisions

Portfolio at risk: Project at risk input from regional divisions, Portfolio at risk calculation is based on PBAS methodology as described by the EB document: EB 2003/79/R.2/Rev.1

Table 5
West and Central Africa

Country	GNI Per Capita 2015	Rural Population 2015	(1+IVI)	RSP 2015	PAD 2016	Country Performance Rating	2016 Annual Allocation	2017 Annual Allocation	2018 Annual Allocation	Total
Benin	810	5 986 659	1.52	3.83	5.67	304 554.27	17 750 222	17 750 222	17 750 222	53 250 667
Burkina Faso*	710	12 484 109	1.62	3.90	4.36	26 931.18	4 600 299	4 600 299	4 600 299	13 800 897
Cameroon	1 360	10 516 806	1.46	3.68	5.80	92 322.94	21 094 317	21 094 317	21 094 317	63 282 952
Cape Verde	3 450	180 689	1.41	4.66	5.62	1 165 060.37	3 394 769	3 394 769	3 394 769	10 184 306
Central African Republic*	330	2 894 168	1.43	2.44	5.48	4 834.78	7 957 543	7 957 543	7 957 543	23 872 629
Chad	980	10 551 569	1.64	2.96	5.81	714 318.13	20 765 434	20 765 434	20 765 434	62 296 302
Congo, Dem. Rep.*	380	43 446 648	1.44	3.08		16.16	1 500 000	1 500 000	1 500 000	4 500 000
Congo, Rep.*	2 710	1 578 674	1.54	3.52	1.43	18 899.01	1 500 000	1 500 000	1 500 000	4 500 000
Cote D'Ivoire*	1 460	10 307 708	1.45	2.96	2.07	9 734.69	1 500 000	1 500 000	1 500 000	4 500 000
Gabon*	9 450	220 748	1.29	3.69	2.70	290 117.41	1 500 000	1 500 000	1 500 000	4 500 000
Gambia	440	790 273	1.49	3.91	5.88	942 881.19	11 914 432	11 914 432	11 914 432	35 743 297
Ghana	1 600	12 484 698	1.41	4.11	4.75	998 306.87	6 157 377	6 157 377	6 157 377	18 472 132
Guinea	470	7 772 864	1.52	3.00	3.93	200 616.60	1 500 000	1 500 000	1 500 000	4 500 000
Guinea Bissau*	550	926 364	1.46	2.46		16 701.56	1 500 000	1 500 000	1 500 000	4 500 000
Liberia	370	2 228 701	1.47	3.22	5.86	772 461.29	14 666 555	14 666 555	14 666 555	43 999 664
Mali*	660	10 398 040	1.60	3.91	3.39	27 157.74	1 500 000	1 500 000	1 500 000	4 500 000
Mauritania	1 270	1 617 424	1.56	3.65	5.81	873 529.24	10 836 201	10 836 201	10 836 201	32 508 602
Niger	420	15 583 614	1.75	3.54	5.85	847 748.11	39 958 377	39 958 377	39 958 377	119 875 131
Nigeria	2 970	94 165 209	1.34	3.62	5.26	56 193.28	18 961 140	18 961 140	18 961 140	56 883 420
Sao Tome and Principe*	1 670	66 131	1.54	3.41	5.74	816 261.14	2 360 516	2 360 516	2 360 516	7 081 548
Senegal	1 040	8 305 694	1.63	3.99	5.82	963 953.90	25 566 047	25 566 047	25 566 047	76 698 140
Sierra Leone	710	3 816 028	1.45	3.66	3.72	106 831.83	1 500 000	1 500 000	1 500 000	4 500 000
Togo*	570	4 306 879	1.57	3.15	1.00	13 046.57	1 500 000	1 500 000	1 500 000	4 500 000
Total West and Central Africa							219 483 229	219 483 229	219 483 229	658 449 688
Total IFAD							1 013 333 333	1 013 333 333	1 013 333 333	3 040 000 000

*Country receiving the minimum allocation

Rural sector performance score: Inputs provided by regional divisions

Portfolio at risk: Project at risk input from regional divisions, Portfolio at risk calculation is based on PBAS methodology as described by the EB document: EB 2003/79/R.2/Rev.1